LEGISLATION
Transmis à ... Coordination (1)
Overgemaakt ... N. —

VVV.

L.4537/2.
L.4538/2.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 2 décembre 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "contenant des dispositions relatives à la dépossession involontaire de titres belges au porteur visés par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers, à l'exception de ceux de la dette publique directe ou indirecte et des titres qui leur sont assimilés",
et sur un projet d'arrêté royal "contenant des dispositions relatives à la dépossession involontaire de titres belges au porteur de la dette publique directe ou indirecte et de titres qui leur sont assimilés, visés par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers", a donné le 11 juillet 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e December 1954 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bepalingen betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van Belgische effecten aan toonder bedoeld door de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten, behalve deze van de rechtstreekse of onrechtstreekse Openbare Schuld en de er mede gelijkgestelde effecten",
en over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bepalingen betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van Belgische effecten aan toonder van de rechtstreekse of onrechtstreekse Openbare Schuld en van de er mede gelijkgestelde effecten, bedoeld door de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten", heeft de 11e Juli 1955 het volgend advies gegeven

Ces projets d'arrêtés ont pour objet de mettre la législation relative à la dépossession involontaire des titres au porteur en accord :

1° avec les dispositions de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au recensement des titres belges et étrangers;
2° avec les dispositions des arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949 relatifs à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés.

\+

\+ +

Ces projets d'arrêtés ont pour fondement légal l'article 12, § 1er, de la loi du 10 novembre 1953 modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935 et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers.

Ce paragraphe est conçu comme suit :

"Jusqu'au 31 décembre 1955, le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, déroger aux dispositions légales relatives à la dépossession involontaire des titres au porteur en vue :

1° d'assurer l'application de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers et des dispositions qui l'ont modifié ou qui ont été prises en vue de son exécution, à l'égard des titres considérés comme belges au sens dudit arrêté-loi, qui ont fait depuis le 6 octobre 1944 ou feront l'objet d'une opposition;

.../...

2° d'assurer le respect des droits de l'opposant, de l'Etat et du tiers porteur, lorsque l'opposition est pratiquée après le début des opérations prescrites en exécution de l'article 22, § 1er, de l'arrêté-loi susvisé.

Le Roi peut sanctionner, conformément à l'article 32 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 précité, les infractions aux dispositions prises conformément au présent article et aux dispositions similaires qui seront prises à l'égard des titres de la dette publique directe et indirecte et des titres qui leur sont assimilés".

\+

\+ \+

I.

Le premier projet contient "des dispositions relatives à la dépossession involontaire de titres belges au porteur visés par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers, à l'exception de ceux de la dette publique directe et indirecte et des titres qui leur sont assimilés".

Il s'applique donc aux oppositions pratiquées conformément à la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur.

Il y a lieu de se demander tout d'abord si le projet rentre bien dans le cadre tracé par la loi du 10 novembre 1953.

.../...

Le Roi est, en effet, habilité à déroger aux dispositions légales relatives à la dépossession involontaire des titres au porteur. Le fondement légal ne vaut donc que dans la mesure où il s'agit de "titres au porteur".

Or, l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, qui se borne à mettre en oeuvre l'article 22 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, dispose en son article 6, § 2 :

"A l'expiration dudit délai (1) les titres anciens sont dépourvus de toute valeur et il est interdit d'en faire usage".

Il en résulte, à première vue, que dans toutes les éventualités où le délai fixé pour les opérations d'échange, de conversion ou de régularisation est expiré, - ce qui semble être le cas pour de très nombreuses sociétés -, les titres anciens, n'ayant plus aucune valeur, ont cessé d'être des titres au porteur.

A la réflexion pourtant,on constate que l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 n'a pas appliqué ce principe dans toute sa rigueur, puisque l'article 7, alinéa 2, prévoit que l'Etat assume la gestion de la contre-valeur des titres anciens qui, bien qu'ayant été déclarés, n'auront pas été présentés à l'échange, à la conversion, à la régularisation ou à l'encaissement dans le délai susvisé et que les modalités de la restitution seront déterminées par un arrêté ultérieur.

.../...

---

(1) Il s'agit du délai accordé à chaque société pour les opérations d'échange, de conversion ou de régularisation des titres.

Si l'Etat accepte donc d'assumer la gestion des titres nouveaux correspondant aux titres anciens détenus par des titulaires négligents, c'est que ces titres ne sont pas absolument dépourvus de signification et qu'ils continuent à représenter une valeur symbolique résiduaire.

Dès lors, on comprendrait mal que les titulaires dépouillés de leurs titres qui, au surplus, tiennent leur droit de la loi du 24 juillet 1921, à laquelle il n'a pas été dérogé à cet égard, soient moins bien traités que les titulaires négligents.

Le projet d'arrêté n'excède donc pas les pouvoirs du Roi, même en tant qu'il a trait à des titres pour lesquels les opérations d'échange, de conversion ou de régularisation sont terminées.

\+

\+ \+

L'article 9 du projet prévoit ensuite que "tout établissement débiteur est tenu de justifier à l'Office national des valeurs mobilières, qu'il a pris, à la satisfaction de celui-ci, les mesures nécessaires pour être à même, lorsqu'il en est légalement requis :

1° de préciser sans délai si un ou plusieurs titres déterminés ont été présentés aux opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949...

2° de communiquer sans délai, soit le texte de l'estampille bancaire dont les titres ont été pourvus lors de leur présentation aux dites opérations ou au remboursement, soit les nom , prénoms, profession et domicile de celui qui les a présentés;

3° d'établir l'exactitude des renseignements visés aux 1° et 2° ci-dessus".

Il en résulte que tout établissement émetteur se voit imposer la charge - fort lourde parfois - de procéder, de l'une ou de l'autre manière, au classement des titres anciens présentés à l'échange, à la conversion ou à la régularisation.

On peut se demander dans quelle mesure cette disposition ressortit au fondement légal qui permet uniquement de déroger aux dispositions relatives à la dépossession involontaire de titres au porteur.

Certes, la loi du 24 juillet 1921 imposait déjà à l'établissement débiteur l'obligation de retenir les titres et coupons frappés d'opposition et de surseoir à leur négociation ou à leur paiement (article 13), ce qui supposait de la part de l'établissement débiteur un contrôle permanent sur les titres frappés d'opposition. Mais cette obligation n'incombait, évidemment, à l'établissement débiteur que dès l'instant où un de ses titres était frappé d'opposition. Si bien que l'établissement débiteur dont aucun titre n'avait fait l'objet d'une mesure d'opposition pouvait légitimement se désintéresser de toute mesure de contrôle, et, partant, procéder aux opérations de conversion sans avoir à effectuer un quelconque classement.

En réalité, l'obligation de classement que le projet impose aux établissements débiteurs procède logiquement d'une autre préoccupation. Le projet prévoit, en effet, que l'Etat se substitue à l'établissement débiteur pour la remise des titres, sommes et valeurs revenant à l'opposant qui réussit dans son opposition (article 10, alinéa 2).

.../...

Il est clair que l'Etat ne peut effectuer ces remises que pour autant qu'il ait reçu lui-même, conformément aux articles 22, § 1er, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et 7, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, la contre-valeur des titres anciens frappés d'opposition. Ce qui suppose évidemment que les titres frappés d'opposition n'avaient pas encore été présentés à l'échange par un tiers porteur de bonne ou de mauvaise foi.

Or, cela l'Etat ne peut pas le savoir en se bornant à vérifier la liste des titres nouveaux que l'établissement débiteur lui a remis, puisque les titres nouveaux ont été établis sans correspondance de numéros avec les titres anciens (article 2, alinéa 1er, de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949). L'établissement débiteur est seul en mesure de lui fournir ce renseignement, puisqu'il a reçu les titres anciens présentés à l'échange et que le législateur lui a imposé l'obligation de les conserver (cfr. article 32 - 3 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, modifié par l'arrêté-loi du 21 novembre 1944 et par la loi du 10 novembre 1953).

L'obligation de classement apparaît ainsi comme le corollaire nécessaire d'une mesure (la remise par l'Etat de ce qui revient à l'opposant) qui est prescrite par la loi. Il en résulte qu'elle n'est pas illégale.

Cette obligation, au surplus, n'est pas étrangère à l'intention du législateur qui avait en vue "d'assurer le respect des droits de l'opposant, de l'Etat et du tiers porteur ... " (article 12, § 1er, alinéa 1er, 2°, de la loi du 10 novembre 1953) et ne pouvait donc pas ne pas envisager les moyens susceptibles d'atteindre ce but.

\+

\+ \+

/

L'article 9, § 1er, dernier alinéa, du projet prévoit encore "qu'à défaut de se conformer aux prescriptions qui précèdent, l'établissement débiteur devra, sans préjudice aux sanctions prévues par la loi et à tous dommages et intérêts, effectuer personnellement et sans recours contre l'Etat, les prestations en titres ou en espèces, prévues par la loi en faveur de l'opposant ...".

Cette sanction, qui est d'ailleurs reprise aux articles 9, § 3, dernier alinéa, 10, § 2, litt. a, 2ème alinéa, et 11, alinéa 2, n'est pas en harmonie notamment avec les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Elle est, en effet, de nature à imposer la création de deux titres pour une même portion de capital.

En effet de deux choses l'une :

- ou bien le titre ancien frappé d'opposition a été présenté à l'échange par un tiers porteur de bonne ou de mauvaise foi et un titre nouveau a été mis en circulation,
- ou bien le titre ancien frappé d'opposition n'a pas été présenté à l'échange et dans ce cas le titre nouveau, créé en remplacement du titre ancien, a été remis à l'Etat.

Dans l'un comme dans l'autre cas, un titre nouveau a été créé en remplacement du titre ancien, frappé d'opposition.

Dès lors, imposer à l'établissement débiteur de remettre à l'opposant un titre nouveau, dans certaines circonstances, revient à créer deux titres pour une même portion de capital.

+

L'article 18 du projet se borne à prévoir d'une manière générale que : "Toutes infractions au présent arrêté sont sanctionnées conformément à l'article 32 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944".

On pourrait se demander s'il entrait bien dans l'intention du Gouvernement de frapper de sanction pénale tous manquements quelconques aux dispositions de l'arrêté.

Ainsi la non-production des justifications prévues par l'article 2 est sanctionnée par la déchéance de l'opposition (article 4). Il ne se concevrait pas qu'on y ajoutât une sanction pénale.

Les délégués du Gouvernement ont confirmé que telle n'était pas l'intention de ce dernier. Ils ont dressé, à la demande du Conseil d'Etat, la liste des infractions susceptibles d'entraîner une sanction pénale.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat a, en outre, examiné la méthode adoptée par le projet pour soustraire à l'homologation les oppositions qui ne répondraient pas aux conditions fixées par l'arrêté, c'est-à-dire :

1° ne seraient pas entourées des justifications prévues par l'article 2, et
2° porteraient sur des titres déjà échangés, convertis ou régularisés.

.../...

Pour les oppositions signifiées avant l'entrée en vigueur de l'arrêté, il n'est, sans doute, qu'un moyen: c'est d'inviter le président du tribunal de commerce à surseoir à statuer.

Mais pour les oppositions ultérieures, deux solutions sont possibles:

- ou bien laisser à l'opposant le soin d'introduire sa demande d'homologation dans le mois de l'opposition comme l'article 5 de la loi du 24 juillet 1921 lui en fait le devoir, et prescrire au président du tribunal de commerce de surseoir à statuer jusqu'à ce que les éléments requis aient été fournis;
- ou bien faire des éléments prévus ci-dessus des conditions de recevabilité de la demande d'homologation.

Le projet adopte la première méthode.

Le Conseil d'Etat donne la préférence à la seconde méthode parce qu'elle évite de saisir le pouvoir judiciaire de demandes qui ne réunissent pas, au préalable, les conditions qui permettent au juge de statuer et parce qu'elle est plus expéditive et entraîne moins de frais.

\+

\+ \+

II.

Le second projet contient "des dispositions relatives à la dépossession involontaire de titres belges au porteur de la dette publique directe et indirecte et de titres qui leur sont assimilés, visés par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers".

.../...

Il s'applique aux oppositions pratiquées conformément à l'arrêté royal du 4 novembre 1921 sur la dépossession involontaire des titres au porteur de la Dette publique directe et indirecte et des titres qui leur sont assimilés.

Ce projet est essentiellement semblable au premier et les remarques faites ci-dessus valent généralement ici.

Il se distingue toutefois du premier sur trois points.

Les oppositions portant sur les titres soumis à l'arrêté du 4 novembre 1921 n'étant pas introduites par une notification à l'Office national des valeurs mobilières, mais par une déclaration à l'administration compétente ou à la société débitrice, il importait de déterminer l'organisme chargé de recevoir les justifications requises pour établir la régularité des titres au regard de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et d'en apprécier la valeur. En ce qui concerne les titres de la Dette publique directe et indirecte, c'est l'Administration de la trésorerie et de la dette publique qui est chargée de cette mission; en ce qui concerne les autres titres, c'est l'Office national des valeurs mobilières. Ce dernier devra donc recevoir une copie de la déclaration de dépossession. Telle est la portée des divergences entre les articles 2 du premier et du second projet.

Ces oppositions ne sont, au surplus, pas soumises à l'homologation du président du tribunal. En conséquence, toutes les mentions relatives aux communications à faire au référendaire et à l'intervention du président

.../...

de ce tribunal ont été supprimées dans le second projet. En revanche, l'autorisation de l'Office national des valeurs mobilières est désormais requise pour les oppositions portant sur les titres autres que ceux de la dette publique directe et indirecte (article 10).

Enfin, ces oppositions ne donnent pas lieu à la délivrance de duplicata mais seulement à une inscription nominative dans les registres de l'administration compétente ou de la société débitrice. En cas de radiation de l'opposition, il importait donc de prévoir la suppression de cette inscription. C'est à quoi pourvoit l'article 13, alinéa 3.

\+

\+ \+

Au cours de l'examen des articles de ces deux projets d'arrêtés, de nombreuses observations furent faites qui, jointes à celles qui sont exposées ci-dessus, mettaient l'ordonnance des projets en péril.

Il s'avéra dès lors indispensable de leur faire subir de profondes modifications.

Le Conseil d'Etat s'y est employé et a établi en collaboration avec les délégués du Gouvernement les textes ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL CONTENANT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA DEPOSSESSION INVOLONTAIRE DE TITRES BELGES AU PORTEUR VISES PAR L'ARRETE-LOI DU 6 OCTOBRE 1944 RELATIF AUX TITRES BELGES ET ETRANGERS, A L'EXCEPTION DE CEUX DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE OU INDIRECTE ET DES TITRES QUI LEUR SONT ASSIMILES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge;

Vu la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, modifiée par la loi du 10 avril 1923;

Vu l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers, modifié notamment par l'arrêté-loi du 21 novembre 1944;

Vu la loi du 10 novembre 1953 modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers, et notamment l'article 12, § 1er;

Vu les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949 relatifs à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Colonies, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Sont régies par les dispositions du présent arrêté les oppositions qui sont soumises au régime établi par la loi du 24 juillet 1921, lorsqu'elles portent sur des titres belges qui tombent sous l'application de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, tels qu'ils sont définis par l'article 2 dudit arrêté-loi et par l'article 1er de l'arrêté-loi du 21 novembre 1944.

Sont cependant exclues, les oppositions portant sur :

1° des titres répondant aux critères énoncés à l'article 3 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944;
2° des titres qui échappent aux dispositions de l'article 22, § 1er, du même arrêté-loi, conformément à l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 10 novembre 1953.

Article 2.-

Sans préjudice des formalités prévues par la loi du 24 juillet 1921, l'opposant doit produire à l'Office national des valeurs mobilières :

.../...

1° si la dépossession a eu lieu avant le 7 octobre 1944, la justification de l'époque de la dépossession, ainsi qu'une déclaration faisant connaître les nom, prénoms, profession, nationalité, lieu et date de naissance et domicile du propriétaire. Si la dépossession porte sur des titres qui étaient détenus au dehors du territoire métropolitain de la Belgique, il doit fournir en outre la preuve visée à l'article 18 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, à moins que la détention à l'étranger n'ait été qu'accidentelle;

2° si la dépossession est postérieure au 6 octobre 1944, la justification que les titres ont été régulièrement déclarés et éventuellement qu'ils ont été libérés du blocage institué par les articles 15 et 18 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Dans l'hypothèse prévue au 2° ci-dessus les justifications ne peuvent résulter que de l'un des documents désignés ci-après sous les litt. a,b,c et d,et à leur défaut, de l'attestation prévue sous le litt.e, lesquels doivent contenir la désignation précise des titres et, dans les cas visés aux litt. b à e l'indication de leurs numéros :

a) une attestation délivrée, selon le cas, par une banque établie en Belgique, par le Crédit communal de Belgique, par la Société nationale de crédit à l'industrie ou par une des commissions de bourse de fonds publics du Royaume, et constatant que des titres identiques et en nombre au moins égal à celui des titres faisant l'objet de l'opposition sont repris dans une déclaration détenue par l'auteur de l'attestation et faite par l'opposant en qualité de détenteur ou mentionnant l'opposant comme propriétaire;

.../...

l'attestation doit indiquer la date et le numéro de la déclaration ainsi que la dénomination et le siège de l'établissement qui l'a reçue; elle ne peut être délivrée que dans la mesure où la déclaration n'a pas servi à la délivrance de certificats de déclaration, à l'une des opérations visées aux articles 13 et 14 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 ou aux opérations d'échange, de conversion ou de régularisation prescrites par l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949; sa délivrance est annotée en marge de la déclaration, laquelle ne peut plus servir à une opération quelconque portant sur les titres qui font l'objet de l'attestation;

b) une attestation de l'un des organismes visés au litt. a, constatant que les titres ont été revêtus par lui de certificats de déclaration, dont les numéros et la date d'émission doivent être indiqués;

c) un bordereau délivré et signé par une banque établie en Belgique, un agent de change ou un agent de change correspondant, et constatant que les titres ont été acquis en bourse, après le 3 juin 1945; le bordereau doit mentionner la date de l'acquisition ainsi que les nom, prénoms et domicile de l'acheteur;

d) une attestation émanant de l'établissement débiteur constatant que les titres proviennent de la conversion d'une inscription nominative;

e) une attestation du Ministère des Finances, service du recensement des titres, constatant que les titres sont réguliers au regard de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

.../...

Article 3.-

Les oppositions signifiées à l'Office national des valeurs mobilières après l'entrée en vigueur du présent arrêté sont soumises aux dispositions suivantes :

a) dès qu'une opposition est signifiée à l'Office national des valeurs mobilières, celui-ci invite l'opposant, par lettre recommandée, à se conformer dans les trois mois aux dispositions de l'article 2. Copie de cette lettre est envoyée sous pli recommandé au référendaire du tribunal de commerce dont le président doit connaître de l'opposition. Le délai de trois mois peut être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire de l'Office qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient;

b) à l'expiration de ce délai, le Ministre des Finances ou son délégué se prononce sur le caractère suffisant ou insuffisant des justifications, après avoir, le cas échéant, invité l'opposant à les compléter. Copie de cette décision est notifiée sous pli recommandé à l'opposant, à l'établissement débiteur et au référendaire;

c) si les justifications sont insuffisantes, l'opposition est non avenue; elle est rayée du registre des oppositions et la publication au bulletin est arrêtée. L'établissement débiteur est tenu de remettre à l'Etat, dans le mois de la notification de la décision, les sommes et valeurs qu'il avait retenues en vertu de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949. A défaut de remettre en nature les valeurs retenues, l'établissement débiteur est tenu de payer au Trésor une indemnité égale à leur valeur vénale au jour du paiement, sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de l'opposition. Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale;

.../...

d) par dérogation à l'article 5 de la loi du 24 juillet 1921, la demande d'homologation n'est recevable que s'il est satisfait aux dispositions de l'article 11, § 2.

Article 4.-

Les oppositions signifiées à l'Office national des valeurs mobilières, mais non homologuées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont soumises aux dispositions suivantes :

a) à moins que les justifications visées à l'article 2 ne lui aient déjà été fournies, l'Office national des valeurs mobilières invite l'opposant, par lettre recommandée envoyée dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, à se conformer dans les trois mois aux dispositions de cet article. Copie de cette lettre est envoyée sous pli recommandé au référendaire du tribunal de commerce dont le président doit connaître de l'opposition. Le délai de trois mois peut être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire de l'Office qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient;

b) à moins qu'une décision favorable ne soit déjà intervenue avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre ou son délégué se prononce, à l'expiration du délai accordé à l'opposant pour se conformer aux dispositions de l'article 2, sur le caractère suffisant ou insuffisant des justifications, après avoir, le cas échéant, invité l'opposant à les compléter. Copie de cette décision est notifiée sous pli recommandé à l'opposant, à l'établissement débiteur et au référendaire;

.../...

c) si les justifications sont insuffisantes, l'opposition est non avenue; elle est rayée du registre des oppositions et la publication au bulletin est arrêtée. L'établissement débiteur est tenu de remettre à l'Etat, dans le mois de la notification de la décision, les sommes et valeurs qu'il avait retenues en vertu de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949. A défaut de remettre en nature les valeurs retenues, l'établissement débiteur est tenu de payer au Trésor une indemnité égale à leur valeur vénale au jour du paiement, sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de l'opposition. Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale;

d) le président surseoit à statuer jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux dispositions de l'article 11, § 3.

Article 5.-

Les oppositions homologuées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont soumises aux dispositions suivantes :

a) à moins que les justifications visées à l'article 2 ne lui aient déjà été fournies, l'Office national des valeurs mobilières invite l'opposant, par lettre recommandée envoyée dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, à se conformer dans les trois mois aux dispositions de l'article 2. Le délai de trois mois peut être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire de l'Office qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient;

.../...

b) à moins qu'une décision favorable ne soit déjà intervenue avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre ou son délégué se prononce sur le caractère suffisant ou insuffisant des justifications, après avoir, le cas échéant, invité l'opposant à les compléter. Copie de cette décision est notifiée sous pli recommandé à l'opposant et à l'établissement débiteur;

c) si les justifications sont insuffisantes, l'Etat est substitué à l'opposant, et l'opposant est tenu de remettre à l'Etat, dans le mois de l'avertissement qui lui est adressé par pli recommandé, les sommes, valeurs, coupons et attributions qu'il pourrait avoir reçus depuis l'opposition. Le bénéfice des garanties constituées par l'opposant est transféré au Trésor. Si l'opposant ne remet pas les valeurs reçues en nature, il est tenu de payer au Trésor une indemnité égale à la valeur vénale au jour du paiement, sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de la réception. - Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale. -

Article 6.-

Lorsque l'opposant qui a rapporté la justification prévue par l'alinéa 1er, 1°, ou par l'alinéa 2, littera a, de l'article 2, donne mainlevée de l'opposition par suite de la récupération des titres et que ceux-ci ne sont pas munis d'un certificat de déclaration, le Ministre des Finances ou le fonctionnaire de l'Office national des valeurs mobilières, qu'il délègue à cette fin, lui délivre, à sa demande, une attestation lui permettant de présenter les titres à l'une des opérations prévues aux articles 13 et 14 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949.

.../...

Cette attestation est également délivrée à l'opposant qui, par application des articles 20 et 24 de la loi du 24 juillet 1921, est en droit d'obtenir le paiement du capital devenu exigible, ou un duplicata. Si les opérations prescrites par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 ont déjà commencé, cette attestation lui permettra d'obtenir directement un titre nouveau, une inscription nominative, un titre régularisé ou le remboursement.

L'organisme intervenant (banque, commission de bourse, établissement débiteur) annote l'opération sur l'attestation et retient celle-ci à titre de justification.

Article 7.-

Aucune opposition qui, pour une cause quelconque, serait homologuée après l'entrée en vigueur du présent arrêté, sans que les justifications visées à l'article 2 aient été produites, n'est opposable à l'Etat.

Article 8.-

§ 1er. Tout établissement débiteur est tenu de justifier à l'Office national des valeurs mobilières qu'il a pris, à la satisfaction de celui-ci, les mesures nécessaires pour être à même, lorsqu'il en est légalement requis :

.../...

1° de préciser sans délai si un ou plusieurs titres déterminés ont été présentés aux opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949, ont été remboursés ou sont devenus sans valeur par application des articles 24 et 43 de la loi du 24 juillet 1921;

2° de communiquer sans délai, soit le texte de l'estampille bancaire dont les titres ont été pourvus lors de leur présentation aux dites opérations ou au remboursement, soit les nom, prénoms, profession et domicile de celui qui les a présentés;

3° d'établir l'exactitude des renseignements visés aux 1° et 2° ci-dessus.

La justification prévue au présent paragraphe doit être fournie dans les six mois de la clôture des opérations susvisées, ou dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté si les opérations ont été terminées avant cette entrée en vigueur.

Ce délai peut être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient.

§ 2. La dérogation prévue par l'article 32ter, dernier alinéa, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 ne peut être accordée en ce qui concerne les documents dressés à l'occasion des opérations d'échange, de conversion, de régularisation ou du remboursement.

Cette dérogation ne peut être accordée en ce qui concerne les titres anciens et les certificats de déclaration que si l'établissement débiteur dresse en deux exemplaires :

.../...

1° la liste de ces titres avec en regard de chaque numéro, soit l'estampille bancaire dont les titres ont été pourvus lors de leur présentation aux opérations susvisées ou au remboursement, soit les nom, prénoms, profession et domicile de celui qui les a présentés;

2° la liste des titres qui sont devenus sans valeur par application des articles 24 et 43 de la loi du 24 juillet 1921.

Les titres sont portés dans les listes dans l'ordre ascendant des numéros, Les listes sont certifiées exactes par ceux qui ont qualité pour engager l'établissement débiteur, qui en conserve un exemplaire. L'autre exemplaire doit être remis à l'Office national des valeurs mobilières.

Article 9.-

En ce qui concerne les oppositions signifiées à l'Office national des valeurs mobilières après la clôture des opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949 et sauf dans le cas visé par l'article 8, § 2, l'établissement débiteur fait savoir à l'Office national des valeurs mobilières, dès qu'il est informé de l'opposition - ou, s'il s'agit d'une opposition portée à sa connaissance avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les six mois de cette entrée en vigueur - si les titres ont été ou non présentés aux dites opérations ou au remboursement.

.../...

S'ils n'ont pas été présentés aux dites opérations ou remboursement, l'Etat est substitué à l'établissement débiteur pour la remise des titres, sommes ou valeurs revenant à l'opposant, dans la mesure où cet établissement s'est acquitté envers l'Etat des obligations que lui imposent l'article 10 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 et l'article 22, §§ 7 et 8, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, et sous cette réserve que les articles 19 à 22 de la loi du 24 juillet 1921 ne sont pas applicables dans les rapports de l'opposant avec l'Etat.

La remise s'effectue conformément à l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 à l'expiration du délai prévu par l'article 24 de la loi du 24 juillet 1921, ou à l'expiration du délai fixé en vertu de l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 s'il expire avant le précédent. Toutefois, si une contradiction s'est produite, il est sursis à la remise jusqu'à accord ou décision de justice entre l'opposant et le tiers porteur.

Article 10.-

En ce qui concerne les oppositions signifiées à l'Office national des valeurs mobilières pendant le délai fixé pour les opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949, l'établissement débiteur fait savoir à l'Office national des valeurs mobilières, dans les six mois de la clôture des dites opérations ou de l'entrée en vigueur du présent arrêté si ladite clôture est antérieure à cette entrée en vigueur, si les titres ont été ou non présentés aux dites opérations ou au remboursement.

.../...

Ce délai peut être prolongé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il désigne à cette fin,si les circonstances le justifient.

Article 11.-

§ 1er. Dans les cas prévus aux articles 3 et 4, l'Office national des valeurs mobilières adresse, sous pli recommandé, au référendaire et à l'opposant, une attestation constatant, soit que les opérations d'échange, de conversion ou de régularisation n'étaient pas terminées au moment de l'opposition, soit que les titres frappés d'opposition n'ont pas été présentés aux dites opérations ou au remboursement.

§ 2. Dans le cas prévu à l'article 3, la demande d'homologation n'est recevable que si elle est introduite dans le mois de la notification de la décision reconnaissant le caractère suffisant des justifications produites en exécution de l'article 2, ou dans le mois de l'attestation prévue au § 1er.

Si cette notification et cette délivrance ont eu lieu à des dates différentes, le délai court à compter de la communication dernière en date.

§ 3. Dans le cas prévu à l'article 4, le président n'homologue l'opposition que :

1° si le Ministre des Finances a reconnu le caractère suffisant des justifications réclamées par application de l'article 4, littera a, ou si de telles justifications n'ont pas été demandées dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté;

.../...

2° si l'attestation prévue au § 1er a été délivrée.

Article 12.-

S'il appert qu'une opposition, quelle qu'en soit la date, porte sur des titres qui ont été admis au remboursement ou aux opérations d'échange, de conversion ou de régularisation, elle n'est pas publiée au bulletin;si elle a été publiée, elle est radiée.

L'Office national des valeurs mobilières en informe l'établissement débiteur et l'opposant.

Le Ministère des Finances communique à l'opposant les renseignements en sa possession qui sont de nature à faciliter l'identification de celui qui a requis le remboursement, l'échange, la conversion ou la régularisation.

Les organismes qui détiennent de tels renseignements sont tenus de les communiquer à l'opposant sur simple production de l'information visée à l'alinéa 2, nonobstant la radiation de l'opposition.

La radiation ne porte pas préjudice aux droits et actions qui peuvent appartenir à l'opposant lorsque le remboursement, l'échange, la conversion ou la régularisation ont eu lieu au mépris d'une opposition existant au moment de l'opération.

Article 13.-

Lorsqu'une opposition est radiée par application de l'article 12, l'établissement débiteur est tenu de remettre à l'Etat, dans le mois de la radiation, les

.../...

sommes et valeurs dont il était comptable en vertu de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949.

Dans le même cas, l'opposant est tenu de remettre à l'Etat, dans le mois de l'avertissement qui lui est adressé sous pli recommandé, les sommes, valeurs, coupons et attributions qu'il pourrait avoir reçus depuis l'opposition. Toutefois, dans les cas où la radiation est la conséquence d'une opération faite au mépris d'une opposition existant au moment de cette opération, l'avertissement n'est adressé à l'opposant qui échoue dans son opposition qu'après la solution définitive du litige.

Le bénéfice des garanties constituées par l'opposant est transféré au Trésor.

A défaut de remettre en nature les valeurs reçues ou retenues, les personnes visées aux deux premiers alinéas sont tenues de payer au Trésor une indemnité égale à la valeur vénale au jour du paiement sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de la réception dans le cas du 1er alinéa ou à la valeur vénale au jour de l'opposition dans le cas du 2ème alinéa. Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale.

Article 14.-

Sous réserve des dérogations à établir par les arrêtés à prendre en exécution de l'article 32[5] de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, les titres qui font l'objet de tirages au sort sont soumis aux dispositions suivantes :

.../...

1° pour les oppositions signifiées à l'Office national des valeurs mobilières avant la clôture des opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949, l'établissement débiteur fait publier au Moniteur belge la liste numérique de tous les titres frappés d'opposition, avec indication, pour chacun d'eux, du numéro du titre nouveau qui sera, éventuellement, remis à l'opposant; cette publication doit avoir lieu avant le premier tirage qui suit la clôture des opérations susvisées. Elle a lieu dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté si la clôture des opérations est antérieure à cette entrée en vigueur. Ce délai peut toutefois être prorogé par le Ministre des Finances ou le fonctionnaire qu'il délégue à cette fin, si les circonstances le justifient;

2° pour les oppositions signifiées à l'Office national des valeurs mobilières après la clôture des opérations susvisées, l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (service du recensement des titres) communique à l'opposant, sur invitation de l'Office national des valeurs mobilières et par lettre recommandée, le numéro du titre nouveau qui lui sera éventuellement remis comme contre-valeur de chacun des titres frappés d'opposition.

Cette communication doit avoir lieu dans le mois de la signification de l'opposition. Elle a lieu dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté si la dite signification est antérieure à cette entrée en vigueur. Ce dernier délai peut toutefois être prorogé par le Ministre des Finances ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient.

.../...

Si, au moment où l'opposition parvient à sa connaissance, le Ministère des Finances - service du recensement des titres - a déjà réalisé les titres qui lui ont été remis par l'établissement débiteur, il informe l'opposant qu'il recevra, éventuellement, la contre-valeur en espèces déterminée conformément à l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Article 15.-

Toute opposition (quelle que soit la date de la dépossession) doit, sous peine de déchéance, être signifiée à l'Office national des valeurs mobilières avant l'expiration du délai de cinq ans prévu à l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Les justifications visées à l'article 2 doivent, sous la même peine, être produites dans le même délai sans que l'opposant puisse se prévaloir des dispositions de l'article 3.

En aucun cas ce délai ne peut être prorogé, suspendu ou interrompu.

Article 16.-

Quelle que soit la date de l'opposition, les dispositions suivantes sont applicables :

1° aucun acte de contradiction n'a d'effet que s'il survient avant l'expiration du délai de cinq ans prévu par l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et que si son auteur produit avant l'expiration

.../...

du même délai les justifications prévues par l'article 11, § 1er, littera A, 2ème alinéa, ou littera B, 2ème alinéa, 1°, de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949;

2° si, en cas de contradiction, l'opposant ne justifie pas, dans le même délai de cinq ans, auprès de l'Office national des valeurs mobilières, avoir introduit son action en revendication, son opposition cesse de produire ses effets; elle est rayée du registre des oppositions et la publication au bulletin est arrêtée. Avis de cette mesure est donnée, s'il y a lieu, à l'établissement débiteur, et les sommes ou valeurs qui auraient pu revenir à l'opposant sont remises au contradicteur qui présente les titres anciens.

Le délai accordé à l'opposant par l'alinéa précédent ne pourra toutefois être inférieur à un mois à compter de la contradiction;

3° s'il n'y a pas de contradiction ou si le litige a été résolu de manière définitive au profit de l'opposant, sans qu'il y ait eu mainlevée par suite de la récupération des titres, celui-ci a le droit de recevoir, dès l'expiration du délai de cinq ans susvisé, si celui-ci expire avant celui prévu par l'article 24 de la loi du 24 juillet 1921, toutes les sommes ou valeurs auxquelles il peut prétendre en vertu de cette dernière loi et du présent arrêté; les garanties fournies par lui sont libérées.

Article 17.-

Toutes communications et notifications prévues par le présent arrêté qui ont lieu par lettres recommandées, sortent leurs effets à compter du lendemain du

.../...

dépôt du pli à la poste. Celles qui sont destinées à l'opposant sont valablement adressées au domicile élu par lui dans l'exploit d'opposition.

Article 18.-

Sont sanctionnés conformément à l'article 32 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels :

1° toute infraction à l'article 2 consistant dans une fausse déclaration relative à l'identité du propriétaire, l'époque de la dépossession ou le caractère accidentel de la détention à l'étranger;

2° toute infraction à l'article 6, 3ème alinéa, ainsi que tout usage non prévu à l'article 6 de l'attestation visée dans cette disposition;

3° toute infraction à l'article 8, § 1er, ainsi que toute mention inexacte ou mensongère dans la liste visée à l'article 8, § 2;

4° toute infraction aux articles 9, 1er alinéa, 10, 1er alinéa, 12, 4ème alinéa, et 14, 1°, ainsi que toute inexactitude dans les renseignements fournis en vertu de ces dispositions

.../...

Article 19.-

Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Colonies,

ARRETE ROYAL CONTENANT DES DISPOSITIONS RELATIVES A LA DEPOSSESSION INVOLONTAIRE DE TITRES BELGES AU PORTEUR DE LA DETTE PUBLIQUE DIRECTE ET INDIRECTE ET DE TITRES QUI LEUR SONT ASSIMILES, VISES PAR L'ARRETE-LOI DU 6 OCTOBRE 1944 RELATIF AUX TITRES BELGES ET ETRANGERS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge;

Vu la loi du 24 juillet 1921 relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, modifiée par la loi du 10 avril 1923, ainsi que l'arrêté royal du 4 novembre 1921 et l'arrêté du Régent du 18 mai 1945, relatifs à la dépossession involontaire des titres au porteur de la dette publique directe et indirecte et les titres qui leur sont assimilés;

Vu l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers;

Vu la loi du 10 novembre 1953 modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées par l'arrêté royal du 30 novembre 1935, et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux titres belges et étrangers, et notamment l'article 12, § 1er;

Vu les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949, relatifs à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés;

.../...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Colonies, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Sont régies par les dispositions du présent arrêté les oppositions qui sont soumises au régime établi par l'arrêté royal du 4 novembre 1921, lorsqu'elles portent sur des titres belges qui tombent sous l'application de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, tels qu'ils sont définis par l'article 2 dudit arrêté-loi.

Sont cependant exclues, les oppositions portant sur :

1° des titres répondant aux critères énoncés à l'article 3 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944;

2° des titres qui échappent aux dispositions de l'article 22, § 1er, du même arrêté-loi, conformément à l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 10 novembre 1953.

Article 2.-

§ 1er. Sans préjudice des formalités prévues par l'arrêté royal du 4 novembre 1921, l'opposant doit produire, soit à l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (service des oppositions) s'il s'agit

.../...

de titres de la dette publique directe et indirecte, soit à l'Office national des valeurs mobilières dans les autres cas :

1° si la dépossession a eu lieu avant le 7 octobre 1944, la justification de l'époque de la dépossession, ainsi qu'une déclaration faisant connaître les nom, prénoms, profession, nationalité, lieu et date de naissance et domicile du propriétaire. Si la dépossession porte sur des titres qui étaient détenus au dehors du territoire métropolitain de la Belgique, il doit fournir en outre la preuve visée à l'article 18 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, à moins que la détention à l'étranger n'ait été qu'accidentelle;

2° si la dépossession est postérieure au 6 octobre 1944, la justification que les titres ont été régulièrement déclarés et éventuellement qu'ils ont été libérés du blocage institué par les articles 15 et 18 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Dans l'hypothèse prévue au 2° ci-dessus, les justifications ne peuvent résulter que de l'un des documents désignés ci-après sous les littéras a,b,c,et d, et à leur défaut, de l'attestation prévue sous le littera e, lesquels doivent contenir la désignation précise des titres et, dans les cas visés aux litteras b à e, l'indication de leurs numéros :

a) une attestation délivrée, selon le cas, par une banque établie en Belgique, par le Crédit communal de Belgique, par la Société nationale de crédit à l'industrie, ou par une des commissions de bourse de fonds publics du Royaume,et constatant que des titres identiques et en nombre au moins égal à celui des titres faisant

.../...

l'objet de l'opposition sont repris dans une déclaration détenue par l'auteur de l'attestation et faite par l'opposant en qualité de détenteur ou mentionnant l'opposant comme propriétaire; l'attestation doit indiquer la date et le numéro de la déclaration ainsi que la dénomination et le siège de l'établissement qui l'a reçue; elle ne peut être délivrée que dans la mesure où la déclaration n'a pas servi à la délivrance de certificats de déclaration, à l'une des opérations visées aux articles 13 et 14 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 ou aux opérations d'échange, de conversion ou de régularisation prescrites par l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949; sa délivrance est annotée en marge de la déclaration, laquelle ne peut plus servir à une opération quelconque portant sur les titres qui font l'objet de l'attestation;

b) une attestation de l'un des organismes visés au littera a, constatant que les titres ont été revêtus par lui de certificats de déclaration, dont les numéros et la date d'émission doivent être indiqués;

c) un bordereau délivré et signé par une banque établie en Belgique, un agent de change ou un agent de change correspondant, et constatant que les titres ont été acquis en bourse après le 3 juin 1945; le bordereau doit mentionner la date de l'acquisition ainsi que les nom, prénoms et domicile de l'acheteur;

d) une attestation émanant de l'administration compétente ou de la société débitrice constatant que les titres proviennent de la conversion d'une inscription nominative;

.../...

e) une attestation du Ministère des Finances, Service du recensement des titres, constatant que les titres sont réguliers au regard de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

§ 2. Lorsque l'opposition porte sur des titres autres que ceux de la dette publique directe et indirecte, l'administration compétente ou la société débitrice transmet à l'Office national des valeurs mobilières, une copie de la déclaration de dépossession qui lui est parvenue en exécution de l'article 1er de l'arrêté royal du 4 novembre 1921.

Article 3.-

Les oppositions qui, après l'entrée en vigueur du présent arrêté, parviennent à la connaissance de l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (Service des oppositions) ou de l'Office national des valeurs mobilières, suivant la distinction établie à l'article 2, § 1er, sont soumises aux dispositions suivantes :

a) dès qu'une opposition parvient à sa connaissance, ladite Administration ou ledit Office invite l'opposant par lettre recommandée, à se conformer, dans les trois mois, aux dispositions de l'article 2, § 1er. Le délai de trois mois peut être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient;

b) à l'expiration de ce délai, le Ministre des Finances ou son délégué se prononce sur le caractère suffisant ou insuffisant des justifications, après avoir,

.../...

le cas échéant, invité l'opposant à les compléter. Copie de cette décision est notifiée sous pli recommandé à l'opposant et, s'il s'agit de titres autres que ceux de la dette publique directe et indirecte, à l'administration compétente ou à la société débitrice;

c) si les justifications sont insuffisantes, l'opposition est non avenue; elle est rayée du registre des oppositions et la publication au bulletin est arrêtée. L'administration compétente ou la société débitrice est tenue de remettre à l'Etat, dans le mois de la notification de la décision, les sommes et valeurs qu'elle avait retenues en vertu de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949. A défaut de remettre en nature les valeurs retenues, l'administration compétente ou la société débitrice est tenue de payer au Trésor une indemnité égale à la valeur vénale au jour du paiement, sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de l'opposition. Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale.

Article 4.-

Les oppositions qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont parvenues à la connaissance de l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (Service des oppositions) ou de l'Office national des valeurs mobilières, suivant la distinction établie à l'article 2, § 1er, sont soumises aux dispositions suivantes :

.../...

a) à moins que les justifications visées à l'article 2, § 1er, ne lui aient déjà été fournies, ladite Administration ou ledit Office invite l'opposant, par lettre recommandée envoyée dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté, à se conformer, dans les trois mois, aux dispositions de l'article 2, § 1er. Le délai de trois mois peut être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient;

b) à moins qu'une décision favorable ne soit déjà intervenue avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le Ministre ou son délégué se prononce, à l'expiration du délai accordé à l'opposant pour se conformer aux dispositions de l'article 2, sur le caractère suffisant ou insuffisant des justifications réclamées en vertu du littera a, après avoir, le cas échéant, invité l'opposant à les compléter. Copie de cette décision est notifiée sous pli recommandé à l'opposant et, s'il s'agit de titres autres que ceux de la dette publique directe et indirecte, à l'administration compétente ou à la société débitrice;

c) si les justifications sont insuffisantes, l'opposition est non avenue; elle est rayée du registre des oppositions et la publication au bulletin est arrêtée. L'opposant est tenu de remettre à l'Etat, dans le mois de l'avertissement qui lui est adressé sous pli recommandé, les sommes, valeurs, coupons et attributions qu'il pourrait avoir reçus depuis l'opposition. Le bénéfice des garanties constituées par l'opposant est transféré au Trésor. Si l'opposant ne remet pas les valeurs reçues en nature, il est tenu de payer au Trésor une indemnité égale à la valeur vénale au jour du paiement, sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de la réception. Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale;

.../...

d) dans le cas prévu au littera c, l'administration compétente ou la société débitrice est tenue de remettre à l'Etat, dans le mois de la notification de la décision constatant l'insuffisance des justifications, les sommes et valeurs qu'elle avait retenues en vertu de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949. A défaut de remettre en nature les valeurs retenues, l'administration compétente ou la société débitrice est tenue de payer au Trésor une indemnité égale à la valeur vénale au jour du paiement, sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de l'opposition. Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale.

Article 5.-

Lorsque l'opposant qui a rapporté la justification prévue par l'alinéa 1er, 1°, ou par l'alinéa 2, littéra a, de l'article 2, § 1er, donne mainlevée de l'opposition par suite de la récupération des titres et que ceux-ci ne sont pas munis d'un certificat de déclaration, le Ministre des Finances ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, lui délivre, à sa demande, une attestation lui permettant de présenter les titres à l'une des opérations prévues aux articles 13 et 14 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949.

Cette attestation est également délivrée à l'opposant qui, par application de l'article 5 de l'arrêté royal du 4 novembre 1921 ou de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 18 mai 1945, est en droit d'obtenir la reconstitution en titres au porteur des certificats nominatifs qui lui ont été délivrés ou le paiement en espèces de la contre-valeur de ces titres.

.../...

Si les opérations prescrites par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 ont déjà commencé, cette attestation lui permettra d'obtenir directement un titre nouveau, une inscription nominative, un titre régularisé ou le remboursement.

L'organisme intervenant (banque, commission de bourse, administration compétente ou société débitrice) annote l'opération sur l'attestation et retient celle-ci à titre de justification.

Article 6.-

§ 1er. Toute administration compétente ou société débitrice est tenue de justifier à l'Office national des valeurs mobilières qu'elle a pris, à la satisfaction de celui-ci, les mesures nécessaires pour être à même, lorsqu'elle en est légalement requise :

1° de préciser sans délai si un ou plusieurs titres déterminés ont été présentés aux opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949 ou ont été remboursés;

2° de communiquer sans délai, soit le texte de l'estampille bancaire dont les titres ont été pourvus lors de leur présentation aux dites opérations ou au remboursement, soit les nom, prénoms, profession et domicile de celui qui les a présentés;

3° d'établir l'exactitude des renseignements visés aux 1° et 2° ci-dessus.

La justification prévue au présent paragraphe doit être fournie dans les six mois de la clôture des opérations susvisées, ou dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté si les opérations ont été terminées avant cette entrée en vigueur.

Ce délai peut être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient.

§ 2. La dérogation prévue à l'article 32 ter, dernier alinéa, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, ne peut être accordée en ce qui concerne les documents dressés à l'occasion du remboursement, de l'échange, de la conversion ou de la régularisation. Cette dérogation ne peut être accordée en ce qui concerne les titres anciens et les certificats de déclaration que si l'administration compétente ou la société débitrice dresse, en deux exemplaires, la liste de ces titres avec, en regard de chaque numéro, soit l'estampille bancaire dont les titres ont été pourvus lors de leur présentation aux opérations susvisées ou au remboursement, soit les nom, prénoms, profession et domicile de celui qui les a présentés.

Les titres sont portés dans la liste dans l'ordre ascendant des numéros. La liste est certifiée exacte par ceux qui ont qualité pour engager l'administration compétente ou la société débitrice, qui en conserve un exemplaire. L'autre exemplaire doit être remis à l'Office national des valeurs mobilières.

Article 7.-

En ce qui concerne les oppositions qui parviennent après la clôture des opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949, à la connaissance de l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (Service des oppositions) ou de l'Office National des valeurs mobilières, suivant la distinction établie à l'article 2, § 1,les dispositions suivantes sont applicables :

.../...

1° sauf dans le cas visé par l'article 6, § 2, et sauf s'il s'agit de titres de la dette publique directe et indirecte, l'administration compétente ou la société débitrice est tenue :

a) de faire savoir à l'Office national des valeurs mobilières, dès qu'elle est informée de l'opposition - ou, s'il s'agit d'une opposition portée à sa connaissance avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, dans les six mois de cette entrée en vigueur - si les titres ont été ou non présentés aux dites opérations ou au remboursement ;

b) de notifier sans retard à l'Office national des valeurs mobilières, par lettre recommandée, les contradictions ainsi que les faits qui parviennent à sa connaissance ou qu'elle accomplit en vertu de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 4 novembre 1921 ;

2° à dater du surlendemain de la publication au bulletin des oppositions, la négociation, le remboursement ou toute opération sur les titres qui font l'objet de cette publication, ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'administration compétente ou de la société débitrice et, s'il s'agit de titres autres que ceux de la dette publique, directe et indirecte, de l'Office national des valeurs mobilières ;

3° si les titres n'ont pas été présentés aux dites opérations ou au remboursement, l'Etat remet à l'administration compétente ou à la société débitrice,

.../...

à l'intention de l'opposant, les titres, sommes ou valeurs revenant à celui-ci, dans la mesure où la dite administration ou société s'est acquittée envers l'Etat des obligations que lui imposent l'article 1er de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949 et l'article 22, §§ 7 et 8, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, et sous cette réserve que les articles 5, 6, 7, 8, 9 et 12, § 1, alinéa 3, de l'arrêté royal du 4 novembre 1921 et l'article 2 de l'arrêté du Régent du 18 mai 1945 ne sont pas applicables dans les rapports de l'opposant avec l'Etat ;

4° la remise visée au 3° s'effectue conformément à l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, à l'expiration du délai fixé en vertu de cette disposition. Toutefois, si une contradiction s'est produite, il est sursis à la remise jusqu'à accord ou décision de justice entre l'opposant et le tiers porteur.

Article 8.-

En ce qui concerne les oppositions portant sur des titres autres que ceux de la dette publique directe et indirecte, qui parviennent à la connaissance de l'Office national des valeurs mobilières pendant le délai fixé pour les opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949, l'administration compétente ou la société débitrice fait savoir à l'Office précité, dans les six mois de la clôture des dites opérations ou de l'entrée en vigueur

.../...

du présent arrêté si la dite clôture est antérieure à cette entrée en vigueur, si les titres ont été ou non présentés aux dites opérations ou au remboursement.

Ce délai peut être prolongé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient.

Article 9.-

S'il appert qu'une opposition, quelle qu'en soit la date, porte sur des titres qui ont été admis au remboursement ou aux opérations d'échange, de conversion ou de régularisation, elle n'est pas publiée au bulletin ; si elle a été publiée, elle est radiée. L'Office national des valeurs mobilières en informe l'administration compétente ou la société débitrice et l'opposant, sauf s'il s'agit de titres de la dette publique directe et indirecte auquel cas l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (Service des oppositions) informe directement l'opposant.

Le Ministère des Finances communique à l'opposant les renseignements en sa possession qui sont de nature à faciliter l'identification de celui qui a requis le remboursement, l'échange, la conversion ou la régularisation.

Les organismes qui détiennent de tels renseignements sont tenus de les communiquer à l'opposant sur simple production de l'information visée à l'alinéa 1er, nonobstant la radiation de l'opposition.

.../...

La radiation ne porte pas préjudice aux droits et actions qui peuvent appartenir à l'opposant lorsque le remboursement, l'échange, la conversion ou la régularisation ont eu lieu au mépris d'une opposition existant au moment de l'opération.

Article 10.-

Lorsqu'une opposition est radiée par application de l'article 9, l'administration compétente ou la société débitrice est tenue de remettre à l'Etat, dans le mois de la radiation, les sommes et valeurs dont elle était comptable en vertu de l'article 11 de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949.

Elle est également tenue d'annuler les inscriptions nominatives qui auraient été prises au profit de l'opposant et de faire connaître au Ministère des Finances - Service du recensement des titres - les sommes qu'elle aurait payées à l'opposant ainsi que la nature des garanties données par celui-ci.

Dans le même cas, l'opposant est tenu de remettre à l'Etat, dans le mois de l'avertissement qui lui est adressé sous pli recommandé, les sommes, valeurs, coupons et attributions qu'il pourrait avoir reçus depuis l'opposition. Toutefois, dans le cas où la radiation est la conséquence d'une opération faite au mépris d'une opposition existant au moment de cette opération, l'avertissement n'est adressé à l'opposant qui échoue dans son opposition qu'après solution définitive du litige.

.../...

Si, dans le cas prévu par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 18 mai 1945, la contre-valeur des titres frappés d'opposition a été remise à l'opposant en titres au porteur nouveaux ou en espèces, avant la radiation, l'opposant est déchargé de toute obligation à condition qu'il remette au Trésor les documents établissant son droit de propriété sur les titres frappés d'opposition. Dans ce cas, le Trésor récupère directement contre le tiers porteur les sommes et valeurs qu'il a reçues.

Le bénéfice des garanties constituées par l'opposant est transféré au Trésor.

A défaut de remettre en nature les valeurs reçues ou retenues, les personnes visées aux alinéas 1er et 3 sont tenues de payer au Trésor une indemnité égale à la valeur vénale au jour du paiement, sans qu'elle puisse être inférieure à la valeur vénale au jour de la réception dans le cas du 1er alinéa ou à la valeur vénale au jour de l'opposition dans le cas du 3ème alinéa.

Les poursuites ont lieu comme en matière domaniale.

Article 11.-

Sous réserve des dérogations à établir par les arrêtés à prendre en exécution de l'article 32^5 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, les titres qui font l'objet de tirages au sort sont soumis aux dispositions suivantes :

1° pour les oppositions qui sont notifiées avant la clôture des opérations prévues par les arrêtés du Régent des 17 janvier et 7 avril 1949 à l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (Service des oppositions) ou à l'Office national des valeurs mobilières, suivant la distinction établie à l'article 2, § 1er, l'administration compétente ou la

.../...

société débitrice fait publier au Moniteur belge, soit un avis annonçant son intention de remettre aux opposants, au moment opportun, la valeur en espèces des titres conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 4 novembre 1921, soit la liste numérique de tous les titres frappés d'opposition, avec indication, pour chacun d'eux, du numéro du titre nouveau qui sera éventuellement remis à l'opposant. Cette publication doit avoir lieu avant le premier tirage qui suit la clôture des opérations susvisées. Elle a lieu dans le mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté si la clôture des opérations est antérieure à cette entrée en vigueur. Ce délai peut toutefois être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient;

2° pour les oppositions qui sont notifiées après la clôture des opérations susvisées, à l'administration ou à l'office désigné ci-avant, l'Administration de la trésorerie et de la dette publique (Service du recensement des titres) communique à l'administration compétente ou à la société débitrice, par lettre recommandée, soit le numéro du titre nouveau qui sera éventuellement remis à l'opposant, comme contre-valeur de chacun des titres frappés d'opposition, soit son intention de payer à l'opposant, au moment opportun, la contre-valeur en espèces déterminée conformément à l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Cette communication doit avoir lieu dans le mois de la notification de l'opposition. Elle a lieu dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté si ladite notification est antérieure à cette entrée en vigueur. Ce dernier délai peut toutefois être prorogé par le Ministre des Finances ou par le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, si les circonstances le justifient.

.../...

Article 12.-

Toute opposition, quelle que soit la date de la dépossession, doit, sous peine de déchéance, être notifiée à l'administration compétente ou à la société débitrice avant l'expiration du délai de cinq ans prévu à l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Les justifications visées à l'article 2 doivent, sous la même peine, être produites dans le même délai sans que l'opposant puisse se prévaloir des dispositions de l'article 3. En aucun cas ce délai ne peut être prorogé, suspendu ou interrompu.

Article 13.-

Quelle que soit la date de l'opposition, les dispositions suivantes sont applicables :

1° aucun acte de contradiction n'a d'effet que s'il survient avant l'expiration du délai de cinq ans prévu par l'article 22, § 6, de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 et que si son auteur a produit avant l'expiration de ce même délai, les justifications prévues à l'article 11, § 1er, littera A, 2e alinéa, ou littera B, 2e alinéa, 1°, de l'arrêté du Régent du 7 avril 1949;

2° à l'expiration du même délai de cinq ans, l'administration compétente ou la société débitrice transmet à l'Office national des valeurs mobilières la liste des oppositions qui ont fait l'objet d'une contradiction et pour lesquelles la notification et la justification prescrites par l'article 4, § 4, de l'arrêté royal du 4 novembre 1921 n'ont pas été faites.

.../...

Ces oppositions cessent de produire leurs effets. Elles sont rayées du registre des oppositions et la publication au bulletin est arrêtée. Dans ce cas les sommes ou valeurs qui auraient pu revenir à l'opposant sont remises au contradicteur qui présente les titres anciens.

La présente disposition n'a toutefois point pour effet de réduire à moins d'un mois à compter de la contradiction le délai accordé à l'opposant pour faire la notification et la justification susvisées;

3° s'il n'y a pas de contradiction ou si le litige a été résolu de manière définitive au profit de l'opposant sans qu'il y ait eu mainlevée par suite de la récupération des titres, l'opposant a le droit, sans préjudice des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du Régent du 18 mai 1945, de recevoir, dès l'expiration du délai de cinq ans susvisé, et sans prestation de garantie, toutes les sommes ou valeurs auxquelles il peut prétendre. Il peut obtenir la conversion en titres au porteur des inscriptions nominatives prises à son profit ainsi que la libération des sûretés qu'il aurait fournies.

Article 14.-

Toutes communications et notifications prévues par le présent arrêté qui ont lieu par lettres recommandées sortent leurs effets à compter du lendemain du dépôt du pli à la poste. Celles qui sont destinées à l'opposant sont valablement adressées au domicile élu par lui dans la déclaration de dépossession.

.../...

Article 15.-

Sont sanctionnés, conformément à l'article 32 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels :

1° toute infraction à l'article 2 consistant dans une fausse déclaration quant à l'identité du propriétaire, l'époque de la dépossession ou le caractère accidentel de la détention à l'étranger;

2° toute infraction à l'article 5, 3e alinéa, ainsi que tout usage non prévu par l'article 5, de l'attestation visée dans cette disposition;

3° toute infraction à l'article 6, § 1er, ainsi que toute mention inexacte dans la liste visée à l'article 6, § 2;

4° toute infraction aux articles 7, 1°, 8, alinéa 1er, 9, 3e alinéa, et 11, 1°, ainsi que toute inexactitude dans les renseignements fournis en vertu de ces dispositions.

Article 16.-

Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,
Le Ministre de la Justice,
Le Ministre des Colonies,

Deze ontwerpen van besluit hebben tot doel, de wetgeving betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van effecten aan toonder in overeenstemming te brengen met :

1° de bepalingen van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de telling van de Belgische en vreemde effecten ;

2° de bepalingen van de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 betreffende het van onwaarde maken van de niet aangegeven Belgische effecten aan toonder.

\+

\+ \+

Rechtsgrond van de ontwerpen is artikel 12, § 1, van de wet van 10 November 1953 tot wijziging van de bij koninklijk besluit van 30 November 1935 samengeordende wetten op de handelsvennootschappen en tot aanvulling van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten.

Deze paragraaf luidt als volgt :

"Tot 31 December 1955 kan de Koning, bij in de Ministerraad overlegd besluit, afwijken van de wettelijke bepalingen betreffende de onvrijwillige buitenbezitstelling der effecten aan toonder, ten einde :

1° de toepassing te verzekeren van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten en van de bepalingen die haar hebben gewijzigd of die werden genomen voor haar uitvoering, ten opzichte van de in de zin van gezegde besluitwet als Belgisch beschouwde effecten, die sedert 6 October 1944 met verzet werden aangetekend of zullen worden aangetekend ;

.../...

2° de eerbied van de rechten van de verzetdoener, van de Staat en van de derde houder te verzekeren, wanneer het verzet aangetekend is na de aanvang der verrichtingen voorgeschreven ter uitvoering van artikel 22, § 1, van de bovenbedoelde besluitwet.

De Koning kan, overeenkomstig artikel 32 van de voornoemde besluitwet van 6 October 1944, de overtredingen bestraffen van de overeenkomstig dit artikel getroffen maatregelen en van gelijksoortige maatregelen die zullen worden getroffen ten aanzien van effecten der directe en indirecte Staatsschuld en van de er mede gelijkgestelde effecten".

\+

\+ \+

I.

Het eerste ontwerp bevat "bepalingen betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van Belgische effecten aan toonder bedoeld door de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten, behalve deze van de rechtstreekse of onrechtstreekse openbare schuld en de ermede gelijkgestelde effecten".

Het vindt dus toepassing op verzet, dat wordt gedaan overeenkomstig de wet van 24 Juli 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de effecten aan toonder.

.../...

Allereerst dient te worden nagegaan, of het ontwerp wel binnen de voorzieningen van de wet van 10 November 1953 valt.

Aan de Koning is bevoegdheid gegeven om af te wijken van de wettelijke bepalingen betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van effecten aan toonder. De rechtsgrond geldt dus alleen in zover het om "effecten aan toonder" gaat.

Het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 echter, dat zich beperkt tot het in werking brengen van artikel 22 van de besluitwet van 6 October 1944, bepaalt in artikel 6, § 2 :

"Bij het verstrijken van de bedoelde termijn (1) verliezen de oude effecten elke waarde en is het verboden er gebruik van te maken".

Op het eerste gezicht volgt daaruit, dat in alle gevallen waarin de termijn voor de omruilings-, omzettings- of regularisatieverrichtingen is verstreken - hetgeen voor zeer vele vennootschappen het geval blijkt te zijn - de oude effecten opgehouden hebben effecten aan toonder te zijn, omdat zij niet langer enige waarde hebben.

.../...

---

(1) Dit is de termijn die aan elke vennootschap is toegestaan voor de verrichtingen van omruiling, omzetting of regularisatie van effecten.

Bij nader toezien nochtans stelt men vast, dat het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 dit beginsel niet in al zijn strengheid heeft toegepast, aangezien artikel 7, tweede lid, bepaalt dat de Staat het beheer op zich neemt van de tegenwaarde van de oude effecten die, hoewel zij aangegeven werden, niet binnen de bovenbedoelde termijn voor omruiling, omzetting, regularisatie of inning werden overgelegd, en dat de modaliteiten van de teruggave door een later besluit zullen worden vastgesteld.

Indien de Staat dus op zich neemt, te zorgen voor het beheer van de nieuwe effecten die overeenstemmen met de oude effecten welke in handen van onachtzame houders zijn, dan betekent dit dat deze effecten niet van alle betekenis ontbloot zijn en dat zij een residuaire symbolische waarde blijven vertegenwoordigen.

Daarom ware het moeilijk te begrijpen, dat houders die hun effecten kwijt zijn en die bovendien hun recht halen uit de wet van 24 Juli 1921, waarvan in dit opzicht nog niet is afgeweken, minder goed zouden worden behandeld dan de onachtzame houders.

Het ontwerp gaat dus de bevoegdheid van de Koning niet te buiten, zelfs niet voor zover het betrekking heeft op effecten waarvoor de omruilings-, omzettings- of regularisatieverrichtingen beëindigd zijn.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 9 van het ontwerp bepaalt vervolgens dat "iedere schuldplichtige instelling is gehouden aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden te bewijzen dat zij tot dezes voldoening, de nodige maatregelen heeft getroffen om, wanneer wettelijk er toe verzocht, in staat te zijn tot :

1° het onmiddellijk bepalen of één of meerdere bepaalde effecten werden aangeboden tot verrichtingen voorzien bij de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 . . .

2° het onmiddellijk mededelen hetzij van de tekst van de bankstempel waarmede de effecten werden voorzien bij hun aanbieding tot de bewuste verrichtingen of tot de terugbetaling, hetzij van de naam, voornamen, beroep en verblijfplaats van degene die hen heeft aangeboden ;

3° het vaststellen van de juistheid van de onder 1° en 2° hierboven bedoelde inlichtingen".

Hieruit volgt dat elke emissie-instelling de vaak zeer zware last opgelegd krijgt, de ter omruiling, omzetting of regularisatie aangeboden oude effecten op de een of andere wijze te classeren.

De vraag kan worden gesteld in hoeverre een zodanige bepaling teruggaat op de rechtsgrond, die uitsluitend toestaat af te wijken van de bepalingen betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van effecten aan toonder.

.../...

De wet van 24 Juli 1921 legde de debiteurinstelling weliswaar reeds de verplichting op, de met verzet aangetekende effecten en coupons in te houden en de verhandeling of uitbetaling er van uit te stellen (artikel 13), hetgeen vanwege de debiteurinstelling een vaste contrôle op de met verzet aangetekende effecten veronderstelde. Maar vanzelfsprekend rustte deze verplichting op de debiteurinstelling alleen vanaf het ogenblik, dat één van haar effecten met verzet werd aangetekend. De debiteurinstelling waarvan geen enkel effect het voorwerp van verzet was geweest, kon dan ook met recht van elke contrôlemaatregel afzien en tot de omzettingsverrichtingen overgaan zonder enige classering te hebben verricht.

In feite vloeit de aan de debiteurinstellingen opgelegde verplichting de effecten te classeren, logisch uit een andere bezorgdheid voort. Het ontwerp bepaalt namelijk, dat de Staat in de plaats van de debiteurinstelling treedt voor de afgifte van effecten, bedragen en waarden welke toekomen aan degene die in zijn verzet slaagt (artikel 10, tweede lid).

Het is duidelijk, dat de Staat deze afgifte alleen kan verrichten voor zover hijzelf overeenkomstig de artikelen 22, § 1, van de besluitwet van 6 October 1944 en 7, eerste lid, van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 de tegenwaarde van de met verzet aangetekende oude effecten heeft ontvangen. Dit veronderstelt natuurlijk, dat de met verzet aangetekende effecten nog niet door een te goeder of te kwader trouw zijnde derde houder ter omruiling werden aangeboden.

.../...

Dit nu kan de Staat niet weten wanneer hij zich beperkt tot het verifiëren van de hem door de debiteurinstelling overhandigde lijst van nieuwe effecten, aangezien de nieuwe effecten zonder overeenstemming van nummer met de oude effecten zijn opgemaakt (artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949). Alleen de debiteurinstelling is bij machte hem deze inlichting te verstrekken, want zij heeft de ter omruiling aangeboden oude effecten ontvangen en is wettelijk verplicht deze te bewaren (cfr. artikel 32-3 van de besluitwet van 6 October 1944, gewijzigd bij de besluitwet van 21 November 1944 en bij de wet van 10 November 1953).

De verplichting de effecten te classeren blijkt dus het noodzakelijke corollarium te zijn van een door de wet voorgeschreven maatregel (het afgeven door de Staat van hetgeen toekomt aan hem die verzet doet). Zij is dus niet onwettelijk.

Bovendien valt deze verplichting niet buiten de bedoeling van de wetgever, wiens opzet was "de eerbied van de rechten van de verzetdoener, van de Staat en van de derde houder te verzekeren ..." (artikel 12,§ 1, eerste lid, 2°, van de wet van 10 November 1953) en die dus niet anders kon dan de tot dit doel leidende middelen in overweging nemen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 9, § 1, laatste lid, van het ontwerp bepaalt ook : "Bij gebrek aan het zich schikken naar de voormelde voorschriften, zal de schuldplichtige instelling, onverminderd de bij de wet voorziene sancties en alle schaden en interesten, persoonlijk en zonder verhaal tegen de Staat, de uitkeringen in effecten of in speciën moeten uitvoeren die door de wet, ten gunste van de verzetdoener, voorzien zijn . . . ".

Deze sanctie, die overigens ook gesteld wordt in de artikelen 9, § 3, laatste lid, 10, § 2, a, tweede lid, en 11, tweede lid, is onder meer niet in overeenstemming met de bepalingen van de samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

Zij kan immers tot gevolg hebben, dat twee effecten voor éénzelfde gedeelte van het kapitaal moeten worden gecreëerd.

Van tweeën één immers :

- ofwel is het met verzet aangetekende oude effect door een te goeder of te kwader trouw zijnde derde houder ter omruiling aangeboden en is een nieuw effect in omloop gebracht,
- ofwel is het met verzet aangetekende oude effect niet ter omruiling aangeboden en dan is het nieuwe effect, dat tot vervanging van het oude is gecreëerd, aan de Staat overgemaakt.

In beide gevallen is een nieuw effect gecreëerd ter vervanging van het oude dat met verzet is aangetekend.

.../...

Wanneer men dus de debiteurinstelling verplicht, in bepaalde omstandigheden, aan hem die verzet doet een nieuw effect af te geven, dan betekent dit dat men twee nieuwe effecten voor éénzelfde gedeelte van het kapitaal creëert.

\+

\+ +

Artikel 18 van het ontwerp bepaalt er zich toe in het algemeen te bepalen dat "alle inbreuken op het tegenwoordig besluit overeenkomstig artikel 32 van de besluitwet van 6 October 1944 worden bestraft".

Was het wel de bedoeling van de Regering, een strafsanctie te stellen op elke tekortkoming aan de bepalingen van het besluit ?

Zo bijvoorbeeld zal het niet-overleggen van de in artikel 2 voorgeschreven bewijzen verval van het verzet ten gevolge hebben (artikel 4). Het ware niet denkbaar dat daar nog een strafsanctie bij zou komen.

De gemachtigden van de Regering hebben verklaard, dat dit inderdaad niet de bedoeling van de Regering was. Op verzoek van de Raad van State hebben zij de lijst opgemaakt van de overtredingen die een strafsanctie tot gevolg kunnen hebben.

\+

\+ +

.../...

Bovendien heeft de Raad onderzocht, hoe het ontwerp te werk gaat om bekrachtiging te onthouden aan verzet dat niet onder de in het besluit gestelde voorwaarden is gedaan, dit wil zeggen :

1° waarvoor de in artikel 2 voorgeschreven bewijzen niet zijn overgelegd en

2° dat betrekking zou hebben op reeds omgeruilde, omgezette of geregulariseerde effecten.

Ter zake van verzet dat vóór de inwerkingtreding van het besluit is betekend, is er ongetwijfeld maar één middel : de voorzitter van de rechtbank van koophandel verzoeken, de uitspraak uit te stellen.

Maar voor verzet dat naderhand is gedaan, zijn twee oplossingen mogelijk :

- ofwel aan hem, die verzet doet, de zorg over te laten zijn aanvraag om bekrachtiging in te dienen binnen een maand na het verzet, zoals artikel 5 van de wet van 24 Juli 1921 hem dit oplegt, en voorschrijven dat de voorzitter van de rechtbank van koophandel zijn uitspraak zou uitstellen tot de vereiste gegevens zijn bijeengebracht ;

- ofwel de hierboven genoemde gegevens beschouwen als voorwaarden van ontvankelijkheid van de aanvraag om bekrachtiging.

Het ontwerp volgt de eerste methode.

.../...

De Raad van State geeft echter de voorkeur aan de tweede omdat op die manier de rechterlijke macht geen kennis dient te nemen van aanvragen welke niet voldoen aan de voorwaarden die de rechter in staat stellen uitspraak te doen, en omdat deze methode, met minder kosten, meer afdoende is.

\+

\+ \+

II.

Het tweede ontwerp bevat "bepalingen betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van Belgische effecten aan toonder van de rechtstreekse of onrechtstreekse openbare schuld en van de er mede gelijkgestelde effecten, bedoeld door de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten".

Het vindt toepassing op verzet gedaan overeenkomstig het koninklijk besluit van 4 November 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling der effecten aan toonder van de rechtstreekse en onrechtstreekse openbare schuld en de er mede gelijkgestelde effecten.

Dit ontwerp is in hoofdzaak gelijk aan het eerste, zodat de reeds gemaakte opmerkingen over het algemeen ook hier gelden.

Op drie punten nochtans onderscheidt het zich van het eerste.

Aangezien het verzet, dat betrekking heeft op aan het besluit van 4 November 1921 onderworpen effecten, niet wordt gedaan door een kennisgeving aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden, maar door een verklaring

/

aan de bevoegde administratie of aan de debiteurvennootschap, moest worden bepaald welke instelling belast is met het in ontvangst nemen van de bewijzen die aantonen dat de effecten regelmatig zijn ten aanzien van de besluitwet van 6 October 1944, en met het beoordelen van hun waarde. Wat de effecten van de rechtstreekse en onrechtstreekse openbare schuld betreft, is dit de taak van het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld ; voor de overige is het Nationaal Kantoor voor roerende waarden bevoegd. Dit Kantoor zal dus een afschrift van de aangifte van buitenbezitstelling dienen te ontvangen. Dit is de betekenis van de verschillen tussen de artikelen 2 van het eerste en van het tweede ontwerp.

Zodanig verzet wordt bovendien niet voor bekrachtiging aan de voorzitter van de rechtbank voorgelegd. Daarom zijn alle bepalingen betreffende mededelingen aan de referendaris en het optreden van de voorzitter van deze rechtbank uit het tweede ontwerp geschrapt. Daarentegen is voortaan de machtiging van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden vereist ten aanzien van verzet dat betrekking heeft op andere effecten dan die van de rechtstreekse en onrechtstreekse openbare schuld (artikel 10).

Tenslotte worden voor zulk verzet geen duplicaten afgegeven ; er is alleen inschrijving op naam in de registers van de bevoegde administratie of van de debiteurvennootschap. Er moest dus worden bepaald dat in geval van doorhaling van het verzet, deze inschrijving wordt geschrapt. Daarvoor zorgt artikel 13, derde lid.

\+

\+ \+

.../...

Tijdens het onderzoek van de artikelen van beide ontwerpen van besluit zijn tal van opmerkingen gemaakt die, samen met hetgeen hiervoren is gezegd, de ordonnantie van de ontwerpen in gevaar brachten.

Daarom bleek het noodzakelijk in deze ontwerpen grondige wijzigingen aan te brengen.

De Raad van State heeft daarin willen voorzien en heeft in samenwerking met de gemachtigden van de Regering de volgende teksten opgesteld :

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE BEPALINGEN BETREFFENDE DE ONGEWILDE BUITENBEZITSTELLING VAN BELGISCHE EFFECTEN AAN TOONDER BEDOELD IN DE BESLUITWET VAN 6 OCTOBER 1944 BETREFFENDE DE BELGISCHE EN VREEMDE EFFECTEN, BEHALVE DIE VAN DE RECHTSTREEKSE OF ONRECHTSTREEKSE OPENBARE SCHULD EN DE DAARMEDE GELIJKGESTELDE EFFECTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de wet van 24 Juli 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de effecten aan toonder, gewijzigd bij de wet van 10 April 1923 ;

Gelet op de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten , gewijzigd namelijk bij de besluitwet van 21 November 1944 ;

.../...

Gelet op de wet van 10 November 1953 tot wijziging van de bij koninklijk besluit van 30 November 1935 samengeordende wetten op de handelsvennootschappen en tot aanvulling van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de telling van de Belgische en vreemde effecten, namelijk op artikel 12, § 1;

Gelet op de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 betreffende het van onwaarde maken der niet aangegeven Belgische effecten aan toonder ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Koloniën, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De bepalingen van dit besluit gelden voor het verzet dat aan de bij de wet van 24 Juli 1921 ingevoerde regeling is onderworpen, wanneer het betrekking heeft op Belgische effecten die vallen onder de toepassing van de besluitwet van 6 October 1944, zoals zij in artikel 2 van genoemde besluitwet en in artikel 1 van de besluitwet van 21 November 1944 zijn omschreven.

Uitgesloten is echter het verzet dat betrekking heeft op :

1° effecten die beantwoorden aan de criteria vermeld in artikel 3 van de besluitwet van 6 October 1944 ;

.../...

2° effecten die overeenkomstig artikel 7, eerste lid, van de wet van 10 November 1953 onttrokken zijn aan de toepassing van het bepaalde in artikel 22, § 1, van dezelfde besluitwet.

Artikel 2.-

Onverminderd de formaliteiten voorgeschreven in de wet van 24 Juli 1921 moet hij, die verzet doet, aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden overleggen :

1° indien de buitenbezitstelling vóór 7 October 1944 heeft plaats gehad, het bewijs van het tijdstip der buitenbezitstelling en een verklaring die naam, voornamen, beroep, nationaliteit, plaats en datum van geboorte en woonplaats van de eigenaar laat kennen. Indien de buitenbezitstelling betrekking heeft op effecten die buiten het moederlandse grondgebied van België bewaard werden, moet hij, tenzij de bewaring in den vreemde slechts toevallig was, bovendien het in artikel 18 van de besluitwet van 6 October 1944 bedoelde bewijs leveren ;

2° indien de buitenbezitstelling na 6 October 1944 heeft plaats gehad, het bewijs dat de effecten regelmatig zijn aangegeven en eventueel dat zij ontheven zijn van de bij artikelen 15 en 18 van de besluitwet van 6 October 1944 ingestelde blokkering.

In het geval bedoeld onder 2° hierboven kunnen de bewijzen alleen geleverd worden aan de hand van een der hierna onder a, b, c en d vermelde bescheiden en, bij ontstentenis daarvan, aan de hand van het onder e genoemde attest ; al deze stukken moeten de nauwkeurige aanduiding der effecten en, in de onder b tot e bedoelde gevallen, de opgave van hun nummers bevatten :

a) een attest, naar gelang van het geval uitgereikt door een in België gevestigde bank, door het Gemeentekrediet van België, door de Nationale Maatschappij voor krediet aan de nijverheid of door een der commissies van de Openbare Fondsenbeurzen van het Rijk, welk attest vaststelt dat identieke effecten in ten minste even groten getale als de effecten waartegen verzet is gedaan, opgenomen zijn in een door de opsteller van het attest bewaarde aangifte, welke degene, die verzet doet, in de hoedanigheid van houder heeft verricht of welke hem als eigenaar vermeldt; het attest moet datum en nummer van de aangifte alsook benaming en zetel van de instelling die haar heeft ontvangen, opgeven ; het mag slechts uitgereikt worden voor zover de aangifte niet gediend heeft tot het afgeven van certificaten van aangifte, tot een der in de artikelen 13 en 14 van de besluitwet van 6 October 1944 bedoelde verrichtingen, of tot de omruilings-, omzettings- of regularisatieverrichtingen voorgeschreven bij het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 ; een kanttekening op de aangifte vermeldt dat het is afgegeven ; daarna mag de aangifte niet meer dienen tot enige verrichting met betrekking tot de effecten waarvoor het attest is afgegeven ;

b) een attest van een der onder a genoemde instellingen, dat vaststelt dat zij de effecten heeft voorzien van certificaten van aangifte, waarvan de nummers en de datum van uitgifte moeten worden opgegeven ;

c) een borderel afgegeven en ondertekend door een in België gevestigde bank, een wisselagent of een wisselagent-correspondent, dat vaststelt dat de effecten na 3 Juni 1945 ter beurs werden aangekocht ; het borderel moet de datum van de aankoop alsook naam, voornamen en woonplaats van de koper vermelden ;

.../...

d) een attest van de debiteurinstelling, dat vaststelt dat de effecten voortkomen van de omzetting van een inschrijving op naam ;

e) een attest van het Ministerie van Financiën, dienst telling der effecten, dat vaststelt dat de effecten regelmatig zijn ten opzichte van de besluitwet van 6 October 1944.

Artikel 3.-

Verzet dat na de inwerkingtreding van dit besluit aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden wordt betekend, is aan de volgende bepalingen onderworpen :

a) zodra verzet aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden is betekend, richt dit Kantoor aan degene, die verzet doet, een aangetekende brief om hem te verzoeken, zich binnen drie maanden naar de bepalingen van artikel 2 te schikken. Afschrift van deze brief wordt aangetekend gezonden aan de referendaris van de rechtbank van koophandel waarvan de voorzitter kennis moet nemen van het verzet. De termijn van drie maanden kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar van het Kantoor die hij daartoe machtigt;

b) na verloop van deze termijn beslist de Minister van Financiën, of zijn gemachtigde, of de bewijzen al dan niet toereikend zijn, eventueel na degene, die verzet doet, te hebben verzocht ze aan te vullen. Afschrift van deze beslissing wordt aangetekend gezonden aan hem die verzet doet, aan de debiteurinstelling en aan de referendaris ;

.../...

c) zijn de bewijzen ontoereikend, dan is het verzet ongedaan ; het wordt op het verzetregister doorgehaald en de bekendmaking in het bulletin wordt stopgezet. Binnen een maand na de kennisgeving der beslissing moet de debiteurinstelling de bedragen en waarden, die zij krachtens artikel 11 van het besluit van de Regent van 7 April 1949 had ingehouden, aan de Staat overmaken. Zo zij de ingehouden waarden niet in natura overmaakt, dient de debiteurinstelling de Schatkist een vergoeding te betalen, die evenveel bedraagt als hun verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder dan hun verkoopwaarde op de dag van het verzet. Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken;

d) in afwijking van artikel 5 van de wet van 24 Juli 1921 is de aanvraag tot bekrachtiging alleen ontvankelijk wanneer aan de bepalingen van artikel 11, § 2, is voldaan.

Artikel 4.-

Verzet dat aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden is betekend maar niet is bekrachtigd vóór de inwerkingtreding van dit besluit, is aan de volgende bepalingen onderworpen :

a) tenzij de in artikel 2 genoemde bewijzen reeds werden overgelegd, richt het Nationaal Kantoor voor roerende waarden aan degene, die verzet doet, binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een aangetekende brief om hem te verzoeken, zich binnen drie maanden naar de bepalingen van dat artikel te schikken. Afschrift van deze brief

.../...

wordt aangetekend gezonden aan de referendaris van de rechtbank van koophandel waarvan de voorzitter kennis moet nemen van het verzet. De termijn van drie maanden kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar van het Kantoor die hij daartoe machtigt ;

b) tenzij reeds vóór de inwerkingtreding van dit besluit een gunstige beslissing werd genomen, beslist de Minister of zijn gemachtigde, na verloop van de termijn welke aan hem, die verzet doet, is toegestaan om zich naar de bepalingen van artikel 2 te schikken, of de bewijzen al dan niet toereikend zijn, eventueel nadat hij degene, die verzet doet, heeft verzocht ze aan te vullen. Afschrift van deze beslissing wordt aangetekend gezonden aan hem, die verzet doet, aan de debiteurinstelling en aan de referendaris ;

c) zijn de bewijzen ontoereikend, dan is het verzet ongedaan ; het wordt op het verzetregister doorgehaald en de bekendmaking in het bulletin wordt stopgezet. Binnen een maand na de kennisgeving der beslissing moet de debiteurinstelling de bedragen en waarden, die zij krachtens artikel 11 van het besluit van de Regent van 7 April 1949 had ingehouden, aan de Staat overmaken. Zo zij de ingehouden waarden niet in natura overmaakt, dient de debiteurinstelling aan de Schatkist een vergoeding te betalen, die evenveel bedraagt als hun verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder dan hun verkoopwaarde op de dag van het verzet. Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken;

d) de voorzitter stelt de beslissing uit tot aan de bepalingen van artikel 11, § 3, is voldaan.

.../...

Artikel 5.-

Verzet dat vóór de inwerkingtreding van dit besluit is bekrachtigd, is aan de volgende bepalingen onderworpen :

a) tenzij de in artikel 2 genoemde bewijzen reeds werden overgelegd, richt het Nationaal Kantoor voor roerende waarden aan degene, die verzet doet, binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een aangetekende brief om hem te verzoeken, zich binnen drie maanden naar de bepalingen van artikel 2 te schikken. De termijn van drie maanden kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar van het Kantoor die hij daartoe machtigt ;

b) tenzij reeds vóór de inwerkingtreding van dit besluit een gunstige beslissing werd genomen, beslist de Minister of zijn gemachtigde of de bewijzen al dan niet toereikend zijn, eventueel nadat hij degene, die verzet doet, heeft verzocht ze aan te vullen. Afschrift van deze beslissing wordt aangetekend gezonden aan hem, die verzet doet, en aan de debiteur-instelling ;

c) zijn de bewijzen ontoereikend, dan treedt de Staat in de plaats van hem die verzet doet, en dient deze laatste binnen een maand na de hem aangetekend gezonden waarschuwing de bedragen, waarden, coupons en toekenningen die hij sedert het verzet mocht hebben ontvangen, aan de Staat over te maken. Het voordeel van de door hem gevormde waarborgen wordt aan de Staat overgedragen. Zo hij de ontvangen

.../...

waarden niet in natura overmaakt, dient hij aan de Schatkist een vergoeding te betalen die evenveel bedraagt als de verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder dan de verkoopwaarde op de dag van de ontvangst. Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken.

Artikel 6.-

Wanneer hij, die verzet doet , het in het eerste lid, 1°, of in het tweede lid, a, van artikel 2 genoemde bewijs heeft aangebracht, opheffing van het verzet verleent ingevolge de terugverkrijging der effecten, die echter niet van een certificaat van aangifte zijn voorzien, bezorgt de Minister van Financiën of de ambtenaar van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden die hij daartoe heeft gemachtigd, hem op zijn verzoek een attest, dat hem in staat stelt de effecten aan te bieden tot een der verrichtingen bedoeld in de artikelen 13 en 14 van de besluitwet van 6 October 1944 en in artikel 2 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949.

Dit attest wordt aan hem, die verzet doet, eveneens afgegeven wanneer hij bij toepassing van de artikelen 20 en 24 van de wet van 24 Juli 1921 recht heeft op uitbetaling van het invorderbaar geworden kapitaal of op een duplicaat. Indien de bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 voorgeschreven verrichtingen reeds begonnen zijn, zal dit attest hem in staat stellen rechtstreeks een nieuw effect, een inschrijving op naam, een geregulariseerd effect of de terugbetaling te bekomen.

De bemiddelende instelling (bank,beurscommissie debiteurinstelling) tekent de verrichting aan op het attest en behoudt dit als bewijs.

.../...

Artikel 7.-

Geen verzet, dat om enige reden na de inwerkingtreding van dit besluit mocht worden bekrachtigd zonder dat de in artikel 2 genoemde bewijzen werden overgelegd, kan tegen de Staat worden ingeroepen.

Artikel 8.-

§ 1. Iedere debiteurinstelling is gehouden aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden te bewijzen, dat zij ten genoegen van dit laatste de nodige maatregelen heeft getroffen om, wanneer zij daartoe wettelijk wordt opgevorderd, in staat te zijn :

1° onverwijld uit te maken of één of meer bepaalde effecten werden aangeboden tot de verrichtingen omschreven in de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949, of zij werden terugbetaald dan wel of zij waardeloos zijn geworden bij toepassing van de artikelen 24 en 43 van de wet van 24 Juli 1921 ;

2° onverwijld mededeling te doen, hetzij van de tekst van de bankstempel waarvan de effecten bij hun aanbieding tot genoemde verrichtingen of ter terugbetaling werden voorzien, hetzij van de naam, voornamen, beroep en woonplaats van degene die ze heeft aangeboden ;

3° de juistheid van de onder 1° en 2° hierboven genoemde inlichtingen aan te tonen.

Het in deze paragraaf voorgeschreven bewijs moet geleverd worden binnen zes maanden na de afsluiting van genoemde verrichtingen, of binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer de verrichtingen vóór deze inwerkingtreding zijn beëindigd.

Deze termijn kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe

§ 2. De in artikel 32 ter, laatste lid, van de besluitwet van 6 October 1944 bepaalde afwijking mag niet toegestaan worden voor bescheiden, die bij omruilings-, omzettings-, regularisatie- of terugbetalingsverrichtingen werden opgesteld.

Deze afwijking mag voor oude effecten en voor certificaten van aangifte alleen worden toegestaan indien de debiteurinstelling in twee exemplaren opmaakt :

1° de lijst van deze effecten met tegenover ieder nummer, hetzij de bankstempel waarmede de effecten bij hun aanbieding tot genoemde verrichtingen of ter terugbetaling werden voorzien, hetzij de naam, voornamen, beroep en woonplaats van degene die ze heeft aangeboden ;

2° de lijst van de effecten die waardeloos zijn geworden bij toepassing van de artikelen 24 en 43 van de wet van 24 Juli 1921.

De effecten worden op de lijsten ingeschreven in de orde van opvolging der nummers. De lijsten worden echt verklaard door degenen die bevoegd zijn tot het verbinden van de debiteurinstelling ; deze bewaart er een exemplaar van. Het andere exemplaar moet aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden afgegeven worden.

Artikel 9.-

Wat betreft verzet, dat na de afsluiting der in de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 bepaalde verrichtingen aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden is betekend, en behalve in het bij artikel 8, § 2, bedoelde geval, laat de debiteur-

.../...

instelling, zodra zij over het verzet wordt ingelicht - of, wanneer het een verzet betreft haar ter kennis gebracht vóór de inwerkingtreding van dit besluit, binnen zes maanden na deze inwerkingtreding - aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden weten, of de effecten al dan niet tot gezegde verrichtingen of ter terugbetaling werden aangeboden.

Indien zij niet tot gezegde verrichtingen of ter terugbetaling werden aangeboden, treedt de Staat voor de afgifte van de effecten, bedragen of waarden welke hem, die verzet doet, toekomen, in de plaats van de debiteurinstelling, voor zover deze zich tegenover de Staat gekweten heeft van de verplichtingen haar door artikel 10 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 en door artikel 22, §§ 7 en 8, van de besluitwet van 6 October 1944 opgelegd, met dit voorbehoud dat de artikelen 19 tot 22 van de wet van 24 Juli 1921 niet toepasselijk zijn op de betrekkingen tussen hem, die verzet doet, en de Staat.

De afgifte gebeurt overeenkomstig artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944 na verloop van de bij artikel 24 van de wet van 24 Juli 1921 bepaalde termijn, of van de krachtens artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944 vastgestelde termijn, indien deze eerder dan de vorige verstrijkt. Heeft zich echter tegenspraak voorgedaan, dan wordt de afgifte uitgesteld tot een akkoord of een gerechtelijke beslissing tussen hem, die verzet doet, en de derde houder is bereikt.

.../...

Artikel 10.-

Wat betreft verzet, dat aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden wordt betekend gedurende de termijn vastgesteld voor de bij de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 bepaalde verrichtingen, laat de debiteurinstelling binnen zes maanden na de afsluiting van gezegde verrichtingen, of na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer bedoelde afsluiting vóór deze inwerkingtreding valt, aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden weten, of de effecten al dan niet tot gezegde verrichtingen of ter terugbetaling werden aangeboden.

Deze termijn kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt.

Artikel 11.-

§ 1. In de onder de artikelen 3 en 4 bedoelde gevallen zendt het Nationaal Kantoor voor roerende waarden per aangetekende brief aan de referendaris en aan hem, die verzet doet, een attest dat vaststelt hetzij dat de omruilings-, omzettings- of regularisatieverrichtingen op het tijdstip van het verzet niet beëindigd waren, hetzij dat de met verzet aangetekende effecten niet tot gezegde verrichtingen of ter terugbetaling werden aangeboden.

.../...

§ 2. In het onder artikel 3 bedoelde geval is de aanvraag om bekrachtiging alleen ontvankelijk, wanneer zij wordt ingediend binnen een maand na de kennisgeving van de beslissing die erkent, dat de ter uitvoering van artikel 2 overgelegde bewijzen toereikend zijn, of binnen een maand na de afgifte van het in § 1 genoemde attest.

Indien deze kennisgeving en deze afgifte op verschillende data hebben plaats gehad, loopt de termijn vanaf de laatste datum.

§ 3. In het onder artikel 4 bedoelde geval bekrachtigt de voorzitter het verzet alleen dan :

1° wanneer de Minister van Financiën heeft erkend, dat de bij toepassing van artikel 4, a, gevorderde bewijzen toereikend zijn of wanneer dergelijke bewijzen niet binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit werden gevraagd ;

2° wanneer het onder § 1 genoemde attest werd afgegeven.

Artikel 12.-

Indien blijkt dat een verzet, van welke datum ook, effecten betreft die ter terugbetaling of tot de omruilings-, omzettings- of regularisatieverrichtingen zijn aangenomen, wordt het niet in het bulletin bekendgemaakt ; heeft de bekendmaking plaats gehad, dan wordt het verzet doorgehaald.

.../...

Het Nationaal Kantoor voor roerende waarden geeft hiervan bericht aan de debiteurinstelling en aan hem, die verzet doet.

Het Ministerie van Financiën deelt aan hem, die verzet doet, de gegevens mede waarover het beschikt en waardoor de identificatie van degene die de terugbetaling, de omruiling, de omzetting of de regularisatie heeft gevorderd, kan worden vergemakkelijkt.

De instellingen die over dergelijke gegevens beschikken, zijn verplicht ze aan hem, die verzet doet, mede te delen op eenvoudige overlegging van het bij het tweede lid van dit artikel voorgeschreven bericht, ondanks de doorhaling van het verzet.

De doorhaling doet geen afbreuk aan de rechten en rechtsvorderingen welke aan hem, die verzet doet, kunnen toekomen wanneer de terugbetaling, de omruiling, de omzetting of de regularisatie hebben plaats gehad in weerwil van een op het tijdstip der verrichting bestaand verzet.

Artikel 13.-

Wanneer een verzet bij toepassing van artikel 12 wordt doorgehaald, moet de debiteurinstelling, binnen een maand na de doorhaling, de bedragen en waarden, waarvan zij krachtens artikel 11 van het besluit van de Regent van 7 April 1949 rekenplichtig was, aan de Staat overmaken.

.../...

In hetzelfde geval moet hij, die verzet doet, binnen een maand na de hem aangetekend gezonden waarschuwing de bedragen, waarden, coupons en toekenningen die hij sedert het verzet mocht hebben ontvangen, aan de Staat overmaken. Is de doorhaling echter het gevolg van een verrichting, uitgevoerd in weerwil van een op het tijdstip van de verrichting bestaand verzet, dan wordt de waarschuwing aan hem, wiens verzet is afgewezen, alleen gezonden na de definitieve oplossing van het geschil.

Het voordeel der door hem, die verzet doet, gevormde waarborgen wordt aan de Schatkist overgedragen.

Indien zij de ontvangen of ingehouden waarden niet in natura overmaken, dienen de in de eerste twee leden bedoelde personen aan de Schatkist een vergoeding te betalen, die evenveel bedraagt als de verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder, in het geval van het eerste lid, dan de verkoopwaarde op de dag van de ontvangst of, in het geval van het tweede lid, dan de verkoopwaarde op de dag van het verzet. Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken.

Artikel 14.-

Onder voorbehoud van de afwijkingen vast te stellen door de ter uitvoering van artikel 32^5 van de besluitwet van 6 October 1944 te nemen besluiten, zijn de effecten waarvoor trekkingen plaats hebben, onderworpen aan de volgende bepalingen :

.../...

1° voor verzet, dat vóór de afsluiting der bij de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 bepaalde verrichtingen aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden wordt betekend, maakt de debiteurinstelling in het Belgisch Staatsblad de nummerlijst van alle met verzet aangetekende effecten bekend, onder opgave, voor elk effect, van het nummer van het nieuwe effect dat eventueel zal worden afgegeven aan hem, die verzet doet; deze bekendmaking moet plaats hebben vóór de eerste trekking die volgt op de afsluiting van gezegde verrichtingen. Zij heeft plaats binnen een maand na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer de afsluiting der verrichtingen vóór deze inwerkingtreding valt. Deze termijn kan echter, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt;

2° voor verzet dat na de afsluiting van gezegde verrichtingen aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden wordt betekend, deelt het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld (dienst telling der effecten) op verzoek van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden en per aangetekende brief aan hem , die verzet doet, het nummer mede van het nieuwe effect dat hem eventueel zal worden afgegeven als tegenwaarde van elk der met verzet aangetekende effecten.

Deze mededeling moet plaats hebben binnen een maand na de betekening van het verzet. Zij heeft plaats binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer de betekening deze inwerkingtreding voorafgaat. Deze laatste termijn kan echter, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt.

.../...

Indien het Ministerie van Financiën, dienst telling der effecten, op het tijdstip, waarop het van het verzet kennis krijgt, de hem door de debiteurinstelling afgegeven effecten reeds te gelde heeft gemaakt, deelt het hem, die verzet doet, mede dat hij eventueel de overeenkomstig artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944 bepaalde tegenwaarde in speciën zal ontvangen.

Artikel 15.-

Ieder verzet, welke ook de datum van de buitenbezitstelling zij, moet op straffe van verval aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden betekend worden vooraleer de bij artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944 bepaalde termijn van vijf jaar is verstreken.

De in artikel 2 genoemde bewijzen moeten, op dezelfde straf, worden overgelegd binnen dezelfde termijn, zonder dat hij, die verzet doet, zich op het bepaalde in artikel 3 kan beroepen.

In geen geval kan deze termijn verlengd, geschorst of gestuit worden.

Artikel 16.-

Welke ook de datum van het verzet zij, zijn de volgende bepalingen toepasselijk :

.../...

1° geen daad van tegenspraak heeft gevolgen tenzij zij verricht wordt vooraleer de bij artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944 bepaalde termijn van vijf jaar is verstreken en tenzij de auteur er van de bij artikel 11, § 1, A, tweede lid, of B, tweede lid, 1°, van het besluit van de Regent van 7 April 1949 voorgeschreven bewijzen heeft overgelegd vooraleer dezelfde termijn is verstreken ;

2° wanneer, in geval van tegenspraak, degene die verzet doet niet binnen dezelfde termijn van vijf jaar aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden bewijst, zijn vordering tot teruggave te hebben ingediend, houdt zijn verzet op gevolgen te hebben ; het wordt in het verzetregister doorgehaald en de bekendmaking in het bulletin wordt stopgezet. Bericht van de maatregel wordt, zo daar grond toe is, gegeven aan de debiteurinstelling, en de bedragen of waarden welke hem, die verzet doet, hadden kunnen toekomen, worden afgegeven aan de tegenspreker die de oude effecten overlegt.

De bij het vorige lid aan degene die verzet doet toegestane termijn mag echter niet korter zijn dan een maand te rekenen vanaf de tegenspraak;

3° indien er geen tegenspraak is of indien het geschil op definitieve wijze in het voordeel van hem, die verzet doet, werd opgelost, zonder dat er opheffing is geweest tengevolge van terugverkrijging der effecten, heeft deze het recht, onmiddellijk na verloop van genoemde termijn van vijf jaar, indien deze verstrijkt vóór de termijn bepaald bij artikel 24 van de wet van 24 Juli 1921, alle bedragen en waarden te ontvangen waarop hij krachtens deze laatste wet en krachtens dit besluit aanspraak kan maken ; de door hem gegeven waarborgen worden vrijgemaakt.

.../.

Artikel 17.-

Alle bij dit besluit voorgeschreven mededelingen en kennisgevingen die per aangetekende brief worden gedaan, hebben uitwerking daags nadat het stuk ter post is afgegeven. Die welke zijn bestemd voor hem, die verzet doet, worden geldig gericht aan de woonplaats welke hij in het exploot van het verzet heeft gekozen.

Artikel 18.-

Overeenkomstig artikel 32 van de besluitwet van 6 October 1944 wordt gestraft, onverminderd de eventuele schadevergoeding :

1° elke overtreding van artikel 2, bestaande in een valse verklaring betreffende de identiteit van de eigenaar, het tijdstip van de buitenbezitstelling of het toevallig karakter van de bewaring in het buitenland ;

2° elke overtreding van artikel 6, derde lid, en elk niet bij artikel 6 voorgeschreven gebruik van het aldaar bedoelde attest ;

3° elke overtreding van artikel 8, § 1, en elke onjuiste vermelding in de bij artikel 8, § 2, voorgeschreven lijst ;

4° elke overtreding van de artikelen 9, eerste lid, 10, eerste lid, 12, vierde lid, en 14, 1°, en elke onjuistheid in de krachtens deze bepalingen verstrekte inlichtingen.

.../...

Artikel 19.-

Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Koloniën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

De Minister van Justitie,

De Minister van Koloniën,

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE BEPALINGEN BETREFFENDE DE ONGEWILDE BUITENBEZITSTELLING VAN BELGISCHE EFFECTEN AAN TOONDER VAN DE RECHTSTREEKSE EN ONRECHTSTREEKSE OPENBARE SCHULD EN VAN DE DAARMEDE GELIJKGESTELDE EFFECTEN BEDOELD IN DE BESLUITWET VAN 6 OCTOBER 1944 BETREFFENDE DE BELGISCHE EN VREEMDE EFFECTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de wet van 24 Juli 1921 betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de effecten aan toonder, gewijzigd bij de wet van 10 April 1923, alsook op het koninklijk besluit van 4 November 1921 en op het besluit van de Regent van 18 Mei 1945, beide betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van de effecten aan toonder van de rechtstreekse en onrechtstreekse Openbare Schuld en de er mede gelijkgestelde effecten ;

Gelet op de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten ;

Gelet op de wet van 10 November 1953 tot wijziging van de bij koninklijk besluit van 30 November 1935 samengeordende wetten op de handelsvennootschappen en tot aanvulling van de besluitwet van 6 October 1944 betreffende de Belgische en vreemde effecten, namelijk op artikel 12, § 1 ;

.../...

Gelet op de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 betreffende het van onwaarde maken der niet aangegeven Belgische effecten aan toonder ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Koloniën, en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De bepalingen van dit besluit gelden voor het verzet dat aan de bij koninklijk besluit van 4 November 1921 ingevoerde regeling is onderworpen, wanneer het betrekking heeft op Belgische effecten die vallen onder de toepassing van de besluitwet van 6 October 1944, zoals zij in artikel 2 daarvan zijn omschreven.

Uitgesloten is echter het verzet dat betrekking heeft op :

1° effecten die beantwoorden aan de criteria vermeld in artikel 3 van de besluitwet van 6 October 1944 ;

2° effecten die overeenkomstig artikel 7, eerste lid, van de wet van 10 November 1953 onttrokken zijn aan de toepassing van het bepaalde in artikel 22, § 1, van dezelfde besluitwet.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. Onverminderd de formaliteiten voorgeschreven in het koninklijk besluit van 4 November 1921 moet hij, die verzet doet, hetzij aan het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld (dienst verzet) wanneer het effecten van de rechtstreekse en onrechtstreekse Openbare Schuld betreft, hetzij aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden in de overige gevallen, overleggen :

1° indien de buitenbezitstelling vóór 7 October 1944 heeft plaats gehad, het bewijs van het tijdstip der buitenbezitstelling en een verklaring die naam, voornamen, beroep, nationaliteit, plaats en datum van geboorte en woonplaats van de eigenaar laat kennen. Indien de buitenbezitstelling betrekking heeft op effecten die buiten het moederlandse grondgebied van België bewaard werden, moet hij, tenzij de bewaring in den vreemde slechts toevallig was, bovendien het in artikel 18 van de besluitwet van 6 October 1944 bedoelde bewijs leveren ;

2° indien de buitenbezitstelling na 6 October 1944 heeft plaats gehad, het bewijs dat de effecten regelmatig zijn aangegeven en eventueel dat zij ontheven zijn van de bij de artikelen 15 en 18 van de besluitwet van 6 October 1944 ingestelde blokkering.

In het geval bedoeld onder 2° hierboven kunnen de bewijzen alleen geleverd worden aan de hand van een der hierna onder a, b, c en d vermelde bescheiden en, bij ontstentenis daarvan, aan de hand van het onder e genoemde attest ; al deze stukken moeten de nauwkeurige aanduiding der effecten en, in de onder b tot e bedoelde gevallen, de opgave van hun nummers bevatten :

.../...

a) een attest, naar gelang van het geval uitgereikt door een in België gevestigde bank, door het Gemeentekrediet van België, door de Nationale Maatschappij voor krediet aan de nijverheid of door een der commissies van de Openbare Fondsbeurzen van het Rijk, welk attest vaststelt dat identieke effecten in ten minste even groten getale als de effecten waartegen verzet is gedaan, opgenomen zijn in een door de opsteller van het attest bewaarde aangifte, welke degene, die verzet doet, in de hoedanigheid van houder heeft verricht of welke hem als eigenaar vermeldt ; het attest moet datum en nummer van de aangifte alsook benaming en zetel van de instelling die haar heeft ontvangen, opgeven ; het mag slechts uitgereikt worden voor zover de aangifte niet gediend heeft tot het afgeven van certificaten van aangifte, tot een der in de artikelen 13 en14 van de besluitwet van 6 October 1944 bedoelde verrichtingen, of tot de omruilings-, omzettings- of regularisatieverrichtingen voorgeschreven bij het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 ; een kanttekening op de aangifte vermeldt dat het is afgegeven ; daarna mag de aangifte niet meer dienen tot enige verrichting met betrekking tot de effecten waarvoor het attest is afgegeven ;

b) een attest van een der onder a genoemde instellingen, dat vaststelt dat zij de effecten heeft voorzien van certificaten van aangifte, waarvan de nummers en de datum van uitgifte moeten worden opgegeven ;

.../...

c) een borderel, afgegeven en ondertekend door een in België gevestigde bank,een wisselagent of een wisselagent-correspondent, dat vaststelt dat de effecten na 3 Juni 1945 ter beurs werden aangekocht; het borderel moet de datum van de aankoop alsook naam, voornamen en woonplaats van de koper vermelden ;

d) een attest van de bevoegde administratie of van de debiteurvennootschap, dat vaststelt dat de effecten voortkomen van de omzetting van een inschrijving op naam ;

e) een attest van het Ministerie van Financiën, dienst telling der effecten, dat vaststelt dat de effecten regelmatig zijn ten opzichte van de besluitwet van 6 October 1944.

§ 2. Wanneer het verzet andere effecten dan die van de rechtstreekse en onrechtstreekse openbare schuld betreft, bezorgt de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden een afschrift van de haar bij toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 November 1921 toegekomen aangifte van buitenbezitstelling.

Artikel 3.-

Verzet dat na de inwerkingtreding van dit besluit ter kennis komt van het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld (dienst verzet) of van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden, volgens het in artikel 2, § 1, gemaakte onderscheid, is aan de volgende bepalingen onderworpen :

.../...

a) zodra dit Bestuur of dit Kantoor van een verzet kennis krijgt, richt het aan degene, die verzet doet, een aangetekende brief om hem te verzoeken, zich binnen drie maanden naar de bepalingen van artikel 2, § 1, te schikken. De termijn van drie maanden kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt;

b) na verloop van deze termijn beslist de Minister van Financiën, of zijn gemachtigde, of de bewijzen al dan niet toereikend zijn, eventueel na degene, die verzet doet, te hebben verzocht ze aan te vullen. Afschrift van deze beslissing wordt aangetekend gezonden aan hem die verzet doet, en, zo het andere effecten dan die van de rechtstreekse en onrechtstreekse openbare schuld betreft, aan de bevoegde administratie of aan de debiteurvennootschap

c) zijn de bewijzen ontoereikend, dan is het verzet ongedaan ; het wordt op het verzetregister doorgehaald en de bekendmaking in het bulletin wordt stopgezet. Binnen een maand na de kennisgeving der beslissing moet de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap de bedragen en waarden, die zij krachtens artikel 11 van het besluit van de Regent van 7 April 1949 had ingehouden, aan de Staat overmaken. Zo zij de ingehouden waarden niet in natura overmaakt, dient de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap de Schatkist een vergoeding te betalen, die evenveel bedraagt als hun verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder dan hun verkoopwaarde op de dag van het verzet. Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken.

.../...

Artikel 4.-

Verzet dat vóór de inwerkingtreding van dit besluit ter kennis is gekomen van het Bestuur van de Thesaurie en de Staatsschuld (dienst verzet) of van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden, volgens het in artikel 2, § 1, gemaakte onderscheid, is aan de volgende bepalingen onderworpen :

a) tenzij de in artikel 2, § 1, genoemde bewijzen reeds werden overgelegd, richt dit Bestuur of dit Kantoor aan degene die verzet doet, binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, een aangetekende brief om hem te verzoeken, zich binnen drie maanden naar de bepalingen van artikel 2, § 1, te schikken. De termijn van drie maanden kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt ;

b) tenzij reeds vóór de inwerkingtreding van dit besluit een gunstige beslissing werd genomen, beslist de Minister of zijn gemachtigde, na verloop van de termijn welke aan hem, die verzet doet, is toegestaan om zich naar de bepalingen van artikel 2 te schikken, of de krachtens a gevorderde bewijzen al dan niet toereikend zijn, eventueel nadat hij degene, die verzet doet, heeft verzocht ze aan te vullen. Afschrift van deze beslissing wordt aangetekend gezonden aan hem, die verzet doet, en, zo het andere effecten dan die van de rechtstreekse en onrechtstreekse Openbare Schuld betreft, aan de bevoegde administratie of aan de debiteurvennootschap ;

.../...

c) zijn de bewijzen ontoereikend, dan is het verzet ongedaan ; het wordt op het verzetregister doorgehaald en de bekendmaking in het bulletin wordt stopgezet. Hij, die verzet doet, dient binnen een maand na de hem aangetekend gezonden waarschuwing de bedragen, waarden, coupons en toekenningen die hij sedert het verzet mocht hebben ontvangen, aan de Staat over te maken. Het voordeel van de door hem gevormde waarborgen wordt aan de Staat overgedragen. Zo hij de ontvangen waarden niet in natura overmaakt, dient hij aan de Schatkist een vergoeding te betalen die evenveel bedraagt als de verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder dan de verkoopwaarde op de dag van de ontvangst. Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken ;

d) in het onder c bedoelde geval moet de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap, binnen een maand na de kennisgeving der beslissing die vaststelt dat de bewijzen ontoereikend zijn, de bedragen en waarden, die zij krachtens artikel 11 van het besluit van de Regent van 7 April 1949 had ingehouden, aan de Staat overmaken. Zo zij de ingehouden waarden niet in natura overmaakt, dient de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap aan de Schatkist een vergoeding te betalen, die evenveel bedraagt als de verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder dan de verkoopwaarde op de dag van het verzet. Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken.

Artikel 5.-

Wanneer hij, die verzet doet, en het in het eerste lid, 1°, of in het tweede lid, a, van artikel 2, § 1, genoemde bewijs heeft aangebracht, opheffing

.../...

van het verzet verleent ingevolge de terugverkrijging der effecten, die echter niet van een certificaat van aangifte zijn voorzien, bezorgt de Minister van Financiën of de ambtenaar die hij daartoe machtigt, hem op zijn verzoek een attest, dat hem in staat stelt de effecten aan te bieden tot een der verrichtingen bedoeld in de artikelen 13 en 14 van de besluitwet van 6 October 1944 en in artikel 2 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949.

Dit attest wordt aan hem, die verzet doet, evenceens afgegeven wanneer hij bij toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 November 1921 of van artikel 2 van het besluit van de Regent van 18 Mei 1945 recht heeft op omzetting van de hem afgegeven certificaten op naam, in effecten aan toonder, of op betaling in speciën van de tegenwaarde van deze effecten. Indien de bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 voorgeschreven verrichtingen reeds begonnen zijn, zal dit attest hem in staat stellen rechtstreeks een nieuw effect, een inschrijving op naam, een geregulariseerd effect of de terugbetaling te bekomen.

De bemiddelende instelling (bank, beurscommissie, bevoegde administratie of debiteurvennootschap) tekent de verrichting aan op het attest en behoudt dit als bewijs.

.../...

Artikel 6.-

§ 1. Iedere bevoegde administratie en debiteurvennootschap is gehouden aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden te bewijzen, dat zij ten genoegen van dit laatste de nodige maatregelen heeft getroffen om, wanneer zij daartoe wettelijk wordt opgevorderd, in staat te zijn :

1° onverwijld uit te maken of één of meer bepaalde effecten werden aangeboden tot de verrichtingen omschreven in de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 dan wel of zij werden terugbetaald ;

2° onverwijld mededeling te doen, hetzij van de tekst van de bankstempel waarvan de effecten bij hun aanbieding tot genoemde verrichtingen of ter terugbetaling werden voorzien, hetzij van de naam, voornamen, beroep en woonplaats van degene die ze heeft aangeboden ;

3° de juistheid van de onder 1° en 2° hierboven genoemde inlichtingen aan te tonen.

Het in deze paragraaf voorgeschreven bewijs moet geleverd worden binnen zes maanden na de afsluiting van genoemde verrichtingen, of binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer de verrichtingen vóór deze inwerkingtreding zijn beëindigd.

.../...

Deze termijn kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt.

§ 2. De in artikel 32 ter, laatste lid, van de besluitwet van 6 October 1944 bepaalde afwijking mag **niet** toegestaan worden voor bescheiden, die bij terugbetaling, omruiling, omzetting of regularisatie worden opgesteld. Deze afwijking mag voor oude effecten en voor certificaten van aangifte alleen worden toegestaan indien de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap in twee exemplaren de lijst van deze effecten opmaakt, met tegenover ieder nummer, hetzij de bankstempel waarmede de effecten bij hun aanbieding tot genoemde verrichtingen of ter terugbetaling werden voorzien, hetzij de naam, voornamen, beroep en woonplaats van degene die ze heeft aangeboden.

De effecten worden op de lijst ingeschreven in de orde van opvolging der nummers. De lijst wordt echt verklaard door degenen die bevoegd zijn tot het verbinden van de bevoegde administratie of van de debiteurvennootschap ; deze bewaart er een exemplaar van. Het andere exemplaar moet aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden worden afgegeven.

Artikel 7.-

Ten aanzien van het verzet dat na de afsluiting van de bij de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 bepaalde verrichtingen ter kennis komt van het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld (dienst verzet) of van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden, volgens het in artikel 2, § 1, gemaakte onderscheid, zijn de volgende bepalingen toepasselijk :

.../...

1° behalve in het onder artikel 6, § 2, bedoelde geval en behalve wanneer het effecten van de rechtstreekse of onrechtstreekse Openbare Schuld betreft, moet de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap :

a) aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden, zodra zij over het verzet wordt ingelicht, -of, wanneer het een verzet betreft haar ter kennis gebracht vóór de inwerkingtreding van dit besluit, binnen zes maanden na deze inwerkingtreding - laten weten of de effecten al dan niet tot gezegde verrichtingen of ter terugbetaling werden aangeboden ;

b) onverwijld aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden per aangetekende brief kennis geven van de tegenspraken en van de feiten die haar ter kennis komen of die zij krachtens artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 4 November 1921 verricht ;

2° vanaf de tweede dag na de bekendmaking in het bulletin der met verzet aangetekende waarden mag de verhandeling, de terugbetaling of enige verrichting op effecten die het voorwerp van deze bekendmaking vormen, niet plaats hebben zonder machtiging van de bevoegde administratie of van de debiteurvennootschappen, wanneer het andere effecten dan die van de rechtstreekse en onrechtstreekse Openbare Schuld betreft, van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden ;

3° wanneer de effecten niet tot gezegde verrichtingen of ter terugbetaling werden aangeboden, maakt de Staat aan de bevoegde administratie of aan de debiteurvennootschap, ter intentie van hem, die verzet doet,

.../...

de effecten, bedragen of waarden over, welke deze toekomen, voor zover gezegde administratie of vennootschap zich tegenover de Staat gekweten heeft van de verplichtingen, haar door artikel 10 van het besluit van de Regent van 17 Januari 1949 en door artikel 22, §§ 7 en 8, van de besluitwet van 6 October 1944 opgelegd, met dit voorbehoud dat de artikelen 5, 6, 7, 8, 9 en 12, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 4 November 1921 en artikel 2 van het besluit van de Regent van 18 Mei 1945 niet toepasselijk zijn op de betrekkingen tussen hem, die verzet doet, en de Staat ;

4° de onder 3° bedoelde afgifte gebeurt overeenkomstig artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944, na verloop van de krachtens deze bepaling vastgestelde termijn. Heeft zich echter tegenspraak voorgedaan, dan wordt de afgifte uitgesteld tot een akkoord of een gerechtelijke beslissing tussen hem, die verzet doet, en de derde houder is bereikt.

Artikel 8.-

Wat betreft verzet dat betrekking heeft op andere effecten dan die van de rechtstreekse of onrechtstreekse Openbare Schuld, en dat ter kennis van het Nationaal Kantoor voor roerende waarden komt gedurende de termijn vastgesteld voor de bij de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 bepaalde verrichtingen, laat de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap aan voornoemd Kantoor binnen zes maanden na de afsluiting van gezegde verrichtingen, of na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer deze afsluiting vóór deze inwerkingtreding valt, weten of de effecten al dan niet tot gezegde verrichtingen of ter terugbetaling worden aangeboden.

.../...

Deze termijn kan, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt.

Artikel 9.-

Indien blijkt dat een verzet, van welke datum ook, effecten betreft die ter terugbetaling of tot de omruilings-, omzettings- of regularisatie-verrichtingen zijn aangenomen, wordt het niet in het bulletin bekendgemaakt ; heeft de bekendmaking plaats gehad, dan wordt het verzet doorgehaald. Het Nationaal Kantoor voor roerende waarden geeft hiervan bericht aan de bevoegde administratie of de debiteurvenootschap en aan hem, die verzet doet, behalve wanneer het effecten van de rechtstreekse en onrechtstreekse Openbare Schuld betreft, in welk geval het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld (dienst verzet) rechtstreeks bericht geeft aan hem, die verzet doet.

Het Ministerie van Financiën deelt aan hem, die verzet doet, de gegevens mede waarover het beschikt en waardoor de identificatie van degene die de terugbetaling, de omruiling, de omzetting of de regularisatie heeft gevorderd, kan worden vergemakkelijkt.

.../...

De instellingen die over dergelijke gegevens beschikken, zijn verplicht ze aan hem, die verzet doet, mede te delen op eenvoudige overlegging van het bij het eerste lid voorgeschreven bericht, ondanks de doorhaling van het verzet.

De doorhaling doet geen afbreuk aan de rechten en rechtsvorderingen welke aan hem, die verzet doet, kunnen toekomen wanneer de terugbetaling, de omruiling, de omzetting of de regularisatie hebben plaats gehad in weerwil van een op het tijdstip der verrichting bestaand verzet.

Artikel 10.-

Wanneer een verzet bij toepassing van artikel 9 wordt doorgehaald, moet de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap binnen een maand na de doorhaling de bedragen en waarden, waarvan zij krachtens artikel 11 van het besluit van de Regent van 7 April 1949 rekenplichtig was, aan de Staat overmaken.

Ook moet zij de inschrijvingen op naam, welke ten voordele van hem, die verzet doet, mochten zijn genomen, vernietigen en aan het Ministerie van Financiën, dienst telling der effecten, opgave doen van de bedragen die zij hem mocht hebben betaald en van de aard der door hem gegeven waarborgen.

In hetzelfde geval moet hij, die verzet doet, binnen een maand na de hem aangetekend gezonden waarschuwing de bedragen, waarden, coupons en toekenningen die hij sedert het verzet mocht hebben ontvangen,

.../...

aan de Staat overmaken. Is de doorhaling echter het gevolg van een verrichting uitgevoerd in weerwil van een op het tijdstip van de verrichting bestaand verzet, dan wordt de waarschuwing aan hem, wiens verzet is afgewezen, alleen gezonden na de definitieve oplossing van het geschil.

Wanneer, in het onder artikel 2 van het besluit van de Regent van 18 Mei 1945 bedoelde geval, de tegenwaarde der met verzet aangetekende effecten vóór de doorhaling aan hem, die verzet doet, in nieuwe effecten aan toonder of in speciën werd afgegeven, dan is deze van elke verplichting ontheven, mits hij aan de Schatkist de bescheiden overlegt, waaruit zijn eigendomsrecht op de met verzet aangetekende effecten blijkt. In zodanig geval verhaalt de Schatkist rechtstreeks op de derde houder de door hem ontvangen bedragen en waarden.

Het voordeel der door hem, die verzet doet, gevormde waarborgen wordt aan de Schatkist overgedragen.

Indien zij de ontvangen of ingehouden waarden niet in natura overmaken, dienen de in het eerste en derde lid bedoelde personen aan de Schatkist een vergoeding te betalen, die evenveel bedraagt als de verkoopwaarde op de dag der betaling maar niet minder, in het geval van het eerste lid, dan de verkoopwaarde op de dag van de ontvangst of, in het geval van het derde lid, dan de verkoopwaarde op de dag van het verzet.

Vervolgingen gebeuren zoals in domaniale zaken.

.../...

Artikel 11.-

Onder voorbehoud van de afwijkingen vast te stellen door de ter uitvoering van artikel 32^5 van de besluitwet van 6 October 1944 te nemen besluiten, zijn de effecten waarvoor trekkingen plaats hebben, onderworpen aan de volgende bepalingen :

1° voor verzet waarvan vóór de afsluiting der bij de besluiten van de Regent van 17 Januari en 7 April 1949 bepaalde verrichtingen kennis wordt gegeven aan het Bestuur van de Thesaurie en Staatschuld (dienst verzet) of aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden, volgens het in artikel 2, § 1, gemaakte onderscheid, doet de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap in het Belgisch Staatsblad bekendmaken : hetzij een bericht, dat zij voornemens is aan hen, die verzet doen, te gelegener tijd de waarde in speciën van de effecten over te maken overeenkomstig artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 November 1921, hetzij de nummerlijst van alle met verzet aangetekende effecten onder opgave, voor elk effect, van het nummer van het nieuwe effect dat eventueel zal worden afgegeven aan hen, die verzet doet. Deze bekendmaking moet plaats hebben vóór de eerste trekking die volgt op de afsluiting van gezegde verrichtingen. Zij heeft plaats binnen een maand na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer de afsluiting der verrichtingen vóór deze inwerkingtreding valt. Deze termijn kan echter, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt ;

.../...

2° voor verzet waarvan na de afsluiting van gezegde verrichtingen aan genoemde administratie of aan genoemd Kantoor kennis wordt gegeven, doet het Bestuur van de Thesaurie en Staatsschuld (dienst telling der effecten) aan de bevoegde administratie of aan de debiteurvennootschap per aangetekende brief mededeling, hetzij van het nummer van het nieuwe effect dat aan hem, die verzet doet, eventueel zal worden afgegeven als tegenwaarde van elk der met verzet aangetekende effecten, hetzij van haar voornemen aan hem, die verzet doet, te gelegener tijd de tegenwaarde in speciën te betalen, vastgesteld overeenkomstig artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944.

Deze mededeling moet plaats hebben binnen een maand na de kennisgeving van het verzet. Zij heeft plaats binnen twee maanden na de inwerkingtreding van dit besluit wanneer de kennisgeving deze inwerkingtreding voorafgaat. Deze laatste termijn kan echter, wanneer de omstandigheden daartoe aanleiding geven, worden verlengd door de Minister van Financiën of door de ambtenaar die hij daartoe machtigt.

Artikel 12.-

Van ieder verzet, welke ook de datum van de buitenbezitstelling zij, moet op straffe van verval aan de bevoegde administratie of aan de debiteurvennootschap kennis worden gegeven vooraleer de bij artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944 bepaalde termijn van vijf jaar is verstreken.

.../...

De in artikel 2 genoemde bewijzen moeten op dezelfde straf, worden overgelegd binnen dezelfde termijn, zonder dat hij, die verzet doet, zich op het bepaalde in artikel 3 kan beroepen. In geen geval kan deze termijn verlengd, geschorst of gestuit worden.

Artikel 13.-

Welke ook de datum van het verzet zij, zijn de volgende bepalingen toepasselijk :

1° geen daad van tegenspraak heeft gevolgen, tenzij ze verricht wordt vooraleer de bij artikel 22, § 6, van de besluitwet van 6 October 1944 bepaalde termijn van vijf jaar is verstreken en tenzij de auteur er van de bij artikel 11, § 1, A, tweede lid, of B, tweede lid, 1°, van het besluit van de Regent van 7 April 1949 voorgeschreven bewijzen heeft overgelegd vooraleer dezelfde termijn is verstreken ;

2° na verloop van dezelfde termijn van vijf jaar bezorgt de bevoegde administratie of de debiteurvennootschap aan het Nationaal Kantoor voor roerende waarden een lijst met opgave van elk verzet, dat het voorwerp van tegenspraak is geweest en waarvoor geen kennisgeving is gedaan of bewijs is geleverd als voorgeschreven in artikel 4, § 4, van het koninklijk besluit van 4 November 1921.

Zodanig verzet houdt op gevolgen te hebben. Het wordt in het verzetregister doorgehaald en de bekendmaking in het bulletin wordt stopgezet. In dit geval worden de bedragen of waarden welke hem, die verzet doet, hadden kunnen toekomen, afgegeven aan de tegenspreker die de oude effecten overlegt.

.../...

Deze bepaling heeft echter niet tot gevolg, dat de termijn welke aan hem, die verzet doet, is toegestaan om genoemde kennisgeving te doen en genoemd bewijs te leveren, wordt verminderd tot minder dan een maand te rekenen van de tegenspraak;

3° indien er geen tegenspraak is of indien het geschil op definitieve wijze in het voordeel van hem, die verzet doet werd opgelost zonder dat er opheffing is geweest tengevolge van terugverkrijging der effecten, heeft deze, onverminderd de bepalingen van artikel 2 van het besluit van de Regent van 18 Mei 1945, het recht, onmiddellijk na verloop van genoemde termijn van vijf jaar en zonder waarborgen te leveren, alle bedragen en waarden te ontvangen waarop hij aanspraak kan maken. Hij kan verkrijgen dat de te zijnen voordele genomen inschrijvingen op naam in effecten aan toonder worden omgezet en dat de zekerheden, die hij mocht hebben gesteld, worden vrijgemaakt.

Artikel 14.-

Alle bij dit besluit voorgeschreven mededelingen en kennisgevingen die per aangetekende brief worden gedaan, hebben uitwerking daags nadat het stuk ter post is afgegeven. Die welke zijn bestemd voor hem, die verzet doet, worden geldig gericht aan de woonplaats welke hij in de aangifte van buitenbezitstelling heeft gekozen.

Artikel 15.-

Overeenkomstig artikel 32 van de besluitwet van 6 October 1944 wordt gestraft, onverminderd de eventuele schadevergoeding :

.../...

1° elke overtreding van artikel 2, bestaande in een valse verklaring betreffende de identiteit van de eigenaar, het tijdstip van de buitenbezitstelling of het toevallig karakter van de bewaring in het buitenland;

2° elke overtreding van artikel 5, derde lid, en elk niet bij artikel 5 voorgeschreven gebruik van het aldaar bedoelde attest;

3° elke overtreding van artikel 6, § 1, en elke onjuiste vermelding in de bij artikel 6, § 2, voorgeschreven lijst;

4° elke overtreding van de artikelen 7, 1°, 8, eerste lid, 9, derde lid, en 11, 1°, en elke onjuistheid in de krachtens deze bepalingen verstrekte inlichtingen.

Artikel 16.-

Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Koloniën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,
De Minister van Justitie,
De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
J. COYETTE, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,
L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. PIQUET.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : F. LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter,
J. COYETTE, G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,
L. FREDERICQ, J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G. PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.